

La gauche allemande

Textes du KAPD, de L'AAUD,
de L'AAUE et de la KAI
(1920 - 1922)

avec notes et presentation

LA VECCHIA TALPA
Napoli

INVARIANCE
Brignoles

LA VIEILLE TAUPE
Paris

DJ

La gauche allemande

(Textes)

Pour l'histoire du mouvement communiste
en Allemagne de 1918 à 1921

par Denis Authier

LA VECCHIA TALPA
NAPOLI

INVARIANCE
BRIGNOLES

LA VIEILLE TAUPE
PARIS

ADRESSES:

« INVARIANCE » - toute correspondance: J. CAMATTE,
B.P. 133 - 83170 Brignoles FRANCE.

« LA VECCHIA TALPA » - toute correspondance: A.
FASANO, C.P. 231 - 80100 Napoli - ITALIA.

« KOMMUNISMEN » - Postboks 61 - 2880 Bagsværd -
DANMARK.

« LE MOUVEMENT COMMUNISTE » - toute correspon-
dance: G. DAUVE, B.P. 95 - 94600 Choisy-le-Roi - FRANCE

Supplément au n° 2 de *Invariance* - Année V, série II -
Directeur de publication: Camatte.
dépôt legal: 1. trimestre 1973

IMPRIMÉ EN ITALIE PAR
LA VECCHIA TALPA - NAPOLI

TABLE DES MATIERES

Sigles des organisations p. V

TEXTES DU K.A.P.D.

Programme de 1920 » 2
« Appel au prolétariat allemand » » 17

LE K.A.P.D. au 3ème Congrès de l'I.C.

Interventions

Situation économique mondiale » 20
Tactique de l'I.C. » 31
Question syndicale » 54
Tactique du Parti Communiste Russe » 72
Motions et dernière déclaration » 78

TEXTES DE L'A.A.U.D.

Programme » 88
Extraits des lignes d'orientation » 90

TEXTES DE L'A.A.U.-E.

Lignes d'orientation	p. 110
Otto Rühle: « La révolution n'est pas une affaire de parti! » »	112

TEXTE DE LA K.A.I.

Extrait des lignes d'orientation »	124
<i>Pour l'histoire du mouvement communiste en Allemagne de 1918 à 1921 »</i>	129

Bibliographie »	165
---------------------------	-----

SIGLES DES ORGANISATIONS

- AAU: *Allgemeine Arbeiter Union*. Union générale des travailleurs.
- AAUD: Union générale des travailleurs d'Allemagne.
- AAU-E: Union générale des travailleurs — Organisation Unitaire.
- FAUD: *Freie Arbeiter Union Deutschlands*. Union Libre des Travailleurs d'Allemagne.
- ISD: *Internationale Sozialisten Deutschlands*. Socialistes Internationaux d'Allemagne.
- IKD: Communistes Internationaux d'Allemagne (nouveau nom de l'ISD, après novembre 1918.)
- IC: Internationale Communiste, ou Komintern.
- IWW: *Industrial Workers of the World*. Ouvriers Industriels du Monde.
- KAPD: *Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands*. Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne.
- KAI: *Kommunistische Arbeiter Internationale*. Internationale Communiste Ouvrière.
- KAZ: *Kommunistische Arbeiter Zeitung*. Journal Communiste Ouvrier.
- KPD(S): *Kommunistische Partei Deutschlands*. (*Spartakusbund*). Parti Communiste Allemand (Ligue Spartacus).
- SPD: *Sozial-Demokratische Partei Deutschlands*. Parti Social-Démocrate d'Allemagne.
- SDAP: Parti Ouvrier Social-Démocrate (de Hollande. Parti réformiste).

**PROGRAMME DU « PARTI COMMUNISTE OUVRIER D'AL-
LEMAGNE » (KAPD). (MAI 1920). (1)**

C'est dans le tourbillon de la révolution et de la contre-révolution que s'est accomplie la fondation du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne. Mais la naissance du nouveau parti ne date pas de Pâques 1920, moment où le rassemblement de l'« opposition », qui n'était unie jusqu'ici que par des contacts vagues, trouva sa conclusion organisationnelle. L'heure de la naissance du KAPD coïncide avec la phase de développement du KPD (Ligue Spartacus), au cours de laquelle une clique de chefs irresponsables, plaçant ses intérêts personnels au-dessus des intérêts de la révolution prolétarienne, a entrepris d'imposer sa conception personnelle de la « mort » de la révolution allemande à la majorité du parti. Celui-ci se dressa alors énergiquement contre cette conception *personnellement intéressée*. Le KAPD est né lorsque cette clique, se fondant sur cette conception personnelle qu'elle avait élaborée, voulut transformer la tactique du parti, jusqu'ici révolutionnaire, en une tactique réformiste. Cette attitude traîtresse des Lévi, Posner et Compagnie justifie une nouvelle fois la reconnaissance du fait que l'élimination radicale de toute politique de chefs doit constituer la première condition du progrès impétueux de la révolution prolétarienne en Allemagne. C'est en réalité *la racine des oppositions* qui sont apparues entre nous et la Ligue Spartacus, oppositions d'une telle profondeur que la faille qui nous sépare de la Ligue [= du KPD], est plus grande que l'opposition qui existe entre les Lévi, les Pieck, les

(1) Un deuxième programme du KAPD sera rédigé en 1923, après l'éclatement du KAPD en deux et sa réduction à une secte.

Thalheimer etc. d'un côté et les Hilferding, les Crispian, les Stampfer, les Legien de l'autre (2). L'idée qu'il faut faire de la *volonté révolutionnaire des masses le facteur prépondérant* dans les prises de position tactiques d'une organisation réellement prolétarienne, est le leitmotiv de la construction organisationnelle de notre parti. Exprimer *l'autonomie des membres* dans toutes les circonstances, c'est le principe de base d'un parti prolétarien, qui n'est pas un parti dans le sens traditionnel.

Il est donc pour nous évident que le programme du parti, que nous transmettons ici à nos organisations et qui a été rédigé par la commission du programme mandatée par le congrès, doit rester projet de programme jusqu'à ce que le prochain congrès ordinaire se déclare d'accord avec la présente version (3). Du reste des propositions d'amendements, qui concerneraient les prises de position fondamentales et tactiques du parti, sont à peine probables, dans la mesure où le programme ne fait que formuler fidèlement, dans un cadre plus large, le contenu de la déclaration programmatique adoptée à *l'unanimité* par le congrès du parti. Mais d'éventuels amendements formels ne changeront rien à l'esprit révolutionnaire qui anime chaque ligne du programme. La reconnaissance marxiste de la *nécessité historique de la dictature du prolétariat* reste pour nous un guide immuable; inébranlable reste notre volonté de mener le combat pour le socialisme dans l'esprit de la *lutte de classe internationale*. Sous ce drapeau, la victoire de la révolution prolétarienne est assurée.

Berlin. Mi-mai 1920.

(2) Dirigeants politiques et syndicalistes social-démocrates.

(3) Ce qui fut fait effectivement au 2ème Congrès du KAPD (dit « premier congrès ordinaire ») en août 1920.

La crise économique mondiale, née de la guerre mondiale, avec ses effets économiques et sociaux monstrueux, et dont l'image d'ensemble produit l'impression foudroyante d'un unique champ de ruines aux dimensions colossales, ne signifie qu'une seule chose: le crépuscule des dieux de l'ordre mondial bourgeois-capitaliste est entamé. Aujourd'hui il ne s'agit pas d'une des crises économiques périodiques, propres au mode de production capitaliste; c'est la crise du capitalisme lui-même; secousses convulsives de l'ensemble de l'organisme social, éclatement formidable d'antagonismes de classes d'une acuité jamais vue, misère générale pour de larges couches populaires, tout cela est un avertissement fatidique à la société bourgeoise. Il apparaît de plus en plus clairement que l'opposition entre exploités et exploités qui s'accroît encore de jour en jour, que la contradiction entre capital et travail, dont prennent de plus en plus conscience même les couches jusque là indifférentes du prolétariat, ne peut être résolue. Le capitalisme a fait l'expérience de son fiasco définitif, il s'est lui-même historiquement réduit à néant dans la guerre de brigandage impérialiste, il a créé un chaos, dont la prolongation insupportable place le prolétariat devant l'alternative historique: rechute dans la barbarie ou construction d'un monde socialiste.

De tous les peuples de la terre seul le prolétariat russe a jusqu'ici réussi dans des combats titanesques à renverser la domination de sa classe capitaliste et à s'emparer du pouvoir politique. Dans une résistance héroïque il a repoussé l'attaque concentrée de l'armée de mercenaires organisée par le capital international et il se voit maintenant confronté à une tâche qui dépasse l'entendement par sa difficulté: reconstruire, sur une base socialiste, l'économie totalement détruite par la guerre mondiale et la guerre civile qui lui a succédé pendant plus de deux ans. Le destin de la république des conseils russes dépend du développement de la révolution prolétarienne en Allemagne. Après la victoire de la révolution allemande on se trouvera en présence d'un bloc économi-

que socialiste qui, au moyen de l'échange réciproque des produits de l'industrie et de l'agriculture, sera en mesure d'établir un mode de production véritablement socialiste, en n'étant plus obligé de faire des concessions économiques, et par là aussi politiques, au capital mondial. Si le prolétariat allemand ne remplit pas à très court terme sa tâche historique, le développement de la révolution mondiale sera remis en question pour des années, si ce n'est des dizaines d'années. En fait c'est l'Allemagne qui est aujourd'hui la clef de la révolution mondiale. La révolution dans les pays « vainqueurs » de l'Entente ne peut se mettre en branle, que lorsqu'aura été levée la grande barrière en Europe Centrale. Les conditions économiques de la révolution prolétarienne sont logiquement incomparablement plus favorables en Allemagne que dans les pays « vainqueurs » de l'Europe Occidentale. L'économie allemande pillée impitoyablement après la signature de la *paix de Versailles* a fait mûrir une paupérisation qui pousse à bref délai à la solution violente d'une situation catastrophique. En outre la paix de brigands versaillaise n'aboutit pas seulement à peser au-delà de toute mesure sur un mode de production capitaliste en Allemagne, mais elle pose au prolétariat des fers qu'il ne peut supporter: son aspect le plus dangereux, c'est qu'elle sape les fondements économiques de la future économie socialiste en Allemagne, et donc, dans ce sens, également, remet en question le développement de la révolution mondiale. Seule une poussée en avant impétueuse de la révolution prolétarienne allemande peut nous sortir de ce dilemme. La situation économique et politique en Allemagne est plus que mûre pour l'éclatement de la révolution prolétarienne. A ce stade de l'évolution historique, où le processus de décomposition du capitalisme ne peut être voilé artificiellement que par un spectacle de positions de forces apparentes, tout doit tendre à aider le prolétariat à acquérir la *conscience* qu'il n'a besoin que d'une intervention énergique pour user efficacement du pouvoir qu'il possède déjà effectivement. A une époque de la lutte de classe

révolutionnaire comme celle-ci, où la dernière phase de la lutte entre le capital et le travail est entamée et où le combat décisif lui-même est déjà en train, il ne peut être question de compromis avec l'ennemi mortel, mais d'un *combat jusqu'à l'anéantissement*. En particulier il faut attaquer les institutions qui tendent à jeter un pont au-dessus des antagonismes de classes et qui s'orientent ainsi vers une sorte de « communauté de travail » (4) politique ou économique entre exploités et exploités. Au moment où les conditions *objectives* de l'éclatement de la révolution prolétarienne sont données, sans que la crise permanente ne connaisse une aggravation définitive, ou bien au moment où une aggravation catastrophique se produit, sans qu'elle soit conçue et exploitée jusque dans ses dernières conséquences par le prolétariat, il doit y avoir des raisons de nature *subjective* pour freiner le progrès accéléré de la révolution. Autrement dit: l'idéologie du prolétariat se trouve encore en partie prisonnière de représentations bourgeoises ou petites-bourgeoises. La psychologie du prolétariat allemand, dans son aspect présent, ne montre que trop distinctement les traces de l'esclavage militariste séculaire, avec en plus les signes caractéristiques d'un manque de conscience de soi; c'est le produit naturel du crétinisme parlementaire de la vieille social-démocratie et de l'USPD d'un côté, de l'absolutisme de la bureaucratie syndicale de l'autre. Les éléments subjectifs jouent un rôle décisif dans la révolution allemande. Le problème de la révolution allemande est le problème du *développement de la conscience de soi du prolétariat allemand*.

Reconnaissant cette situation ainsi que la nécessité d'accélérer le rythme du développement de la révolution dans le monde, fidèle également à l'esprit de la 3ème Internationale, le KAPD combat pour la revendication maximale de l'abolition immédiate de la démocratie bourgeoise et pour la dictature de la classe ouvrière. Il rejette

(4) En allemand «Arbeitsgemeinschaft» («communauté de travail»), du nom de l'accord signé en novembre 1918 entre syndicats et patronat allemands,

dans la constitution démocratique le principe, doublement absurde et intenable dans la période actuelle, qui veut concéder à la classe capitaliste exploiteuse elle-aussi des droits politiques et le pouvoir de disposer exclusivement des moyens de production.

Conformément à ses vues maximalistes le KAPD se déclare également pour le rejet de toutes les méthodes de lutte réformistes et opportunistes, dans lesquelles il ne voit qu'une manière d'esquiver les luttes sérieuses et décisives avec la classe bourgeoise. Il ne veut pas esquiver ces luttes, au contraire, il les provoque. Dans un Etat qui porte tous les symptômes de la période de décadence du capitalisme, la participation au parlementarisme appartient aussi aux méthodes réformistes et opportunistes. Exhorter, dans une telle période, le prolétariat à participer aux élections au parlement, cela signifie réveiller et nourrir chez lui l'illusion dangereuse que la crise pourrait être dépassée par des moyens parlementaires; c'est appliquer un moyen utilisé autrefois par la bourgeoisie dans sa lutte de classe, alors que l'on est dans une situation où seuls des moyens de lutte de classe prolétariens, appliqués de manière résolue et sans ménagements, peuvent avoir une efficacité décisive. La participation au parlementarisme bourgeois, en pleine progression de la révolution prolétarienne, ne signifie également en fin de compte rien d'autre que *le sabotage de l'idée des conseils*.

L'idée des conseils dans la période de la lutte prolétarienne pour le pouvoir politique est au centre du processus révolutionnaire. L'écho plus ou moins fort que l'idée des conseils suscite dans la conscience des masses est le thermomètre qui permet de mesurer le développement de la révolution sociale. La lutte pour la reconnaissance de conseils d'entreprise révolutionnaires et de conseils ouvriers politiques dans le cadre d'une situation révolutionnaire déterminée naît logiquement de la lutte pour la dictature du prolétariat contre la dictature du capitalisme. Cette lutte révolutionnaire, dont l'axe politique spécifique est constitué par l'idée des conseils, s'oriente,

sous la pression de la nécessité historique, contre la totalité de l'ordre social bourgeois et donc aussi contre sa forme politique, le parlementarisme bourgeois. Système des conseils ou parlementarisme? C'est une question d'importance historique. Edification d'un monde communiste-prolétarien ou naufrage dans le marais de l'anarchie capitaliste-bourgeoise? Dans une situation aussi totalement révolutionnaire que la situation actuelle en Allemagne, la participation au parlementarisme signifie donc non seulement saboter l'idée des conseils, mais aussi par surcroît galvaniser le monde capitaliste-bourgeois en putréfaction et par là, de manière plus ou moins voulue, ralentir le cours de la révolution prolétarienne.

A côté du parlementarisme bourgeois les syndicats forment le principal rempart contre le développement ultérieur de la révolution prolétarienne en Allemagne. Leur attitude pendant la guerre mondiale est connue. Leur influence décisive sur l'orientation principale et tactique du vieux parti social-démocrate conduisit à la proclamation de l'« union sacrée » avec la bourgeoisie allemande, ce qui équivalait à une déclaration de guerre au prolétariat international. Leur efficacité social-traitre trouva sa continuation logique lors de l'éclatement de la révolution de novembre 1918 en Allemagne: ils attestèrent leurs intentions contre-révolutionnaires en constituant avec les industriels allemands en pleine crise une « communauté de travail » (*Arbeitsgemeinschaft*) pour la paix sociale. Ils ont conservé leur tendance contre-révolutionnaire jusqu'à aujourd'hui, pendant toute la période de la révolution allemande. C'est la bureaucratie des syndicats qui s'est opposée avec le plus de violence à l'idée des conseils qui s'enracinait de plus en plus profondément dans la classe ouvrière allemande; c'est elle qui a trouvé les moyens de paralyser avec succès des tendances politiques visant à la prise du pouvoir par le prolétariat, tendances qui résultaient logiquement des actions de masses économiques. Le caractère contre-révolutionnaires des organisations syndicales est si notoire que de nombreux patrons en Allemagne n'embauchent

que les ouvriers appartenant à un groupement syndical. Cela dévoile au monde entier que la bureaucratie syndicale prendra une part active au maintien futur du système capitaliste qui craque par toutes ses jointures. Les syndicats sont ainsi, à côté des fondements bourgeois, l'un des principaux piliers de l'Etat capitaliste. L'histoire syndicale de ces derniers 18 mois a amplement démontré que cette formation contre-révolutionnaire ne peut être transformée de l'intérieur. La révolutionnarisation des syndicats n'est pas une question de personnes: le caractère contre-révolutionnaire de ces organisations se trouve dans leur structure et dans leur système spécifique eux-mêmes. Ceci entraîne la sentence de mort pour les syndicats; seule la destruction même des syndicats peut libérer le chemin de la révolution sociale en Allemagne. L'édification socialiste a besoin d'autre chose que de ces organisations fossiles.

C'est dans les luttes de masses qu'est apparue l'organisation d'entreprise. Elle fait surface comme quelque chose qui n'a jamais eu ne serait-ce qu'un équivalent, mais là n'est pas la nouveauté. Ce qui est nouveau, c'est qu'elle perce partout pendant la révolution, comme une arme nécessaire de la lutte de classe contre le vieil esprit et le vieux fondement qui lui est à la base. Elle correspond à l'idée des conseils; c'est pourquoi elle n'est absolument pas une pure forme ou un nouveau jeu organisationnel, ou même une « belle nuit mystique »; naissant organiquement dans le futur, constituant le futur, elle est la forme d'expression d'une révolution sociale qui tend à la société sans classes. C'est une organisation de lutte prolétarienne pure. Le prolétariat ne peut pas être organisé pour le renversement sans merci de la vieille société s'il est déchiré en métiers, à l'écart de son terrain de lutte; pour cela il faut que la lutte soit menée dans l'entreprise. C'est là que l'on est l'un à côté de l'autre comme camarades de classe, c'est là que tous sont forcés d'être égaux en droit. C'est là que la masse est le moteur de la production et qu'elle est poussée sans arrêt à pénétrer son secret et à le diriger elle-même.

C'est là que la lutte idéologique, la révolutionnarisation de la conscience se fait dans un tumulte permanent, d'homme à homme, de masse à masse. Tout est orienté vers l'intérêt de classe suprême, non vers la manie de fonder des organisations, et l'intérêt de métier est réduit à la mesure qui lui revient. Une telle organisation, l'épine dorsale des conseils d'entreprise, devient un instrument infiniment plus souple de la lutte de classe, un organisme au sang toujours frais, vue la possibilité permanente de réélections, de révocations etc. Poussant dans les actions de masse et avec elles, l'organisation d'entreprise devra naturellement se créer l'organisme central qui correspond à son développement révolutionnaire. Son affaire principale sera le développement de la révolution et non pas les programmes, les statuts et les plans dans les détails. Elle n'est pas une caisse de soutien ou une assurance sur la vie, même si — cela va de soi — elle ne craint pas de faire des collectes pour le cas où il serait nécessaire de soutenir des grèves. Propagande ininterrompue pour le socialisme, assemblées d'entreprise, discussions politiques etc. tout cela fait partie de ses tâches; bref, c'est la révolution dans l'entreprise.

En gros, le but de l'organisation d'entreprise est double. Le premier but, c'est de détruire les syndicats, la totalité de leurs bases et l'ensemble des idées non prolétariennes qui sont concentrées en eux. Aucun doute bien sûr que dans cette lutte l'organisation d'entreprise enfoncera comme ses ennemis acharnés toutes les formations bourgeoises; mais elle fera de même aussi avec les partisans de l'USPD et du KPD, soit que ceux-ci se meuvent encore inconsciemment dans les vieux schémas de la social-démocratie (même s'ils adoptent un programme politique différent, ils s'en tiennent au fond à une critique politico-morale des « erreurs » de la social-démocratie), soit qu'ils soient ouvertement des ennemis, dans la mesure où le trafic politique, l'art diplomatique de se tenir toujours « en haut » leur importe plus que la lutte gigantesque pour le « social » en général. Devant ces petites misères il n'y a aucun scrupule à avoir. Il ne peut

y avoir aucun accord avec l'USPD (5) tant qu'elle ne reconnaît pas, sur la base de l'idée des conseils, la justification des organisations d'entreprises, lesquelles ont sûrement encore besoin de transformation et sont aussi encore capables d'être transformées. Une grande partie des masses les reconnaîtra avant l'USPD comme direction politique. C'est un bon signe. L'organisation d'entreprise, en déclenchant des grèves de masses et en transformant leur orientation politique, se basant chaque fois sur la situation politique de moment, contribuera d'autant plus rapidement et d'autant plus sûrement à démasquer et à anéantir le syndicat contre-révolutionnaire.

Le deuxième grand but de l'organisation d'entreprise est de préparer l'édification de la société communiste. Peut devenir membre de l'organisation d'entreprise tout ouvrier qui se déclare pour la dictature du prolétariat (6). En plus il faut rejeter résolument les syndicats, et être résolument libéré de leur orientation idéologique. Cette dernière condition devra être la pierre de touche pour être admis dans l'organisation d'entreprise. C'est par là que l'on manifeste son adhésion à la lutte de classe prolétarienne et à ses méthodes propres; on n'a pas à exiger l'adhésion à un programme de parti plus précis. De par sa nature et sa tendance l'organisation d'entreprise

(5) Le KPD, dont venait de scissionner le KAPD, se ralliait en permanence aux mots d'ordre de l'USPD depuis la fin de 1919 et jusqu'à décembre 1920 (moment où le reste du KPD et la majorité de l'USPD fusionnent pour former la section allemande de la 3ème Internationale ou VKPD).

Il est nécessaire de rappeler que pendant toute cette période des rapports entre les sigles organisationnels (KAPD - KPD - USPD - VKPD) cachent complètement les rapports politiques réels: le KAPD est la continuation directe du KPD révolutionnaire de l'année 19 (la quasi totalité du KPD se constitue en KAPD). Ce que l'on appelle en 1920 le KPD, c'est juste la direction droitière du KPD, sans aucune base. Cette direction (Lévi) sans armée se fonda fin 1920 dans la masse de l'aile gauche (c'est-à-dire la majorité) de l'USPD, laquelle forme l'essentiel, la majorité à 90% du VKPD ou section allemande de l'IC. En termes de majorités on a: KPD → KAPD, USPD → VKPD. (cf. la présentation).

(6) Cf. programme de l'AAUD (l'ensemble des « organisations d'entreprises » constituant l'AAUD).

sert le communisme et conduit à la société communiste. Son noyau sera toujours expressément communiste, sa lutte pousse tout le monde dans la même direction. Mais, alors qu'un programme de parti sert et doit servir en majeure partie à l'actualité (au sens large, naturellement), alors que des qualités intellectuelles sérieuses sont exigées chez les membres du parti et qu'un parti politique comme le Parti Communiste Ouvrier (KAPD), progressant en avant et se modifiant rapidement en liaison avec le processus révolutionnaire mondial, ne peut jamais avoir une grande importance quantitative (à moins qu'il ne régresse et se corrompe), les masses révolutionnaires, au contraire, sont unies dans les organisations d'entreprises par la conscience de leur solidarité de classe, la conscience d'appartenir au prolétariat. C'est là que se prépare organiquement l'union du prolétariat; alors que sur la base d'un programme de parti cette union n'est jamais possible. L'organisation d'entreprise est le début de la forme communiste et devient le fondement de la société communiste à venir.

L'organisation d'entreprise résoud ses tâches en union étroite avec le KAPD (Parti Communiste Ouvrier).

L'organisation politique a comme tâche de rassembler les éléments avancés de la classe ouvrière sur la base du programme du parti.

Le rapport du parti à l'organisation d'entreprise résulte de la nature de l'organisation d'entreprise. Le travail du KAPD à l'intérieur de ces organisations sera celui d'une propagande inlassable. Les cadres révolutionnaires dans l'entreprise deviennent l'arme mobile du parti. De plus il est naturellement nécessaire que le parti lui aussi prenne un caractère toujours plus prolétarien, une expression de classe prolétarienne, qu'il satisfasse à la dictature par en bas. Par là le cercle de ses tâches s'élargit, mais en même temps il acquiert le plus puissant des soutiens. Ce qui doit être obtenu, c'est que la victoire (la prise du pouvoir par le prolétariat) aboutisse à la dictature de la classe et non pas à la dictature de quelques

chefs de parti et de leur clique. L'organisation d'entreprise en est la garantie.

La phase de la prise du pouvoir politique par le prolétariat exige la répression la plus acharnée des mouvements capitalistes-bourgeois. Cela sera atteint par la mise en place d'une organisation de conseils exerçant la totalité du pouvoir politique et économique. L'organisation d'entreprise elle-même devient dans cette phase un élément de la dictature prolétarienne, exercée dans l'entreprise par le conseil d'entreprise ayant pour base l'organisation d'entreprise. Celle-ci a en outre pour tâche dans cette phase de tendre à se transformer en fondement du système économique des conseils.

L'organisation d'entreprise est une condition économique de la construction de la communauté (*Gemeinwesen*) communiste. La forme politique de l'organisation de la communauté communiste est le système des conseils. L'organisation d'entreprise intervient pour que le pouvoir politique ne soit exercé que par l'exécutif des conseils.

Le KAPD lutte donc pour la réalisation du programme révolutionnaire maximum, dont les revendications concrètes sont contenues dans les points suivants:

1. *Domaine politique:*

1. Fusion politique et économique immédiate avec tous les pays prolétariens victorieux (Russie des Soviets, etc.), dans l'esprit de la lutte de classe *internationale*, dans le but de se défendre en commun contre les tendances agressives du capital mondial.

2. Armement de la classe ouvrière révolutionnaire politiquement organisée, mise en place de groupes de défense militaire locaux (*Ortswehren*), formation d'une armée rouge; désarmement de la bourgeoisie, de toute la police, de tous les officiers, des « groupes de défense des habitants » (*Einwohnerwehren*) (7), etc.

(7) Organisations « fascistes » avant la lettre, analogues à des « Comités d'Action Civique ».

3. Dissolution de tous les parlements (8) et de tous les conseils municipaux.

4. Formation de conseils ouvriers comme organes du pouvoir législatif et exécutif. Election d'un conseil central des délégués des conseils ouvriers d'Allemagne.

5. Réunion d'un congrès des conseils allemands comme instance politique constituante suprême de l'Allemagne des Conseils.

6. Remise de la presse à la classe ouvrière sous la direction des conseils politiques locaux.

7. Destruction de l'appareil judiciaire bourgeois et installation immédiate de tribunaux révolutionnaires. Prise en charge de la puissance pénitentiaire bourgeoise et des services de sécurité par des organes prolétariens adéquats.

2. Domaine économique, social et culturel.

1. Annulation des dettes d'Etat et des autres dettes publiques, annulation des emprunts de guerre (9).

2. Expropriation par la république des conseils de toutes les banques, mines, fonderies, de même que des grandes entreprises dans l'industrie et le commerce.

3. Confiscation de toutes les richesses à partir d'un certain seuil qui doit être fixé par le conseil central des conseils ouvriers d'Allemagne.

4. Transformation de la propriété foncière privée en propriété collective sous la direction des conseils locaux et des conseils agraires (*Gutsräte*) compétents.

5. Prise en charge de tous les transports publics par la république des conseils.

6. Régulation et direction centrale de la totalité de la production par les conseils économiques supérieurs qui doivent être investis par le congrès des conseils économiques.

(8) Il y avait de nombreux parlements régionaux en Allemagne.
 (9) Donc essentiellement à l'époque: refus d'appliquer le traité de Versailles, ce qui aurait été le prétexte à la reprise de la guerre entre les puissances réactionnaires de l'Entente et une Allemagne devenue révolutionnaire (cf. dans la présentation le passage sur la théorie du « National-bolchévisme »).

7. Adaptation de l'ensemble de la production aux besoins, sur la base des calculs économiques statistiques les plus minutieux.

8. Mise en vigueur impitoyable de l'obligation au travail.

9. Garantie de l'existence individuelle relativement à la nourriture, l'habillement, le logement, la vieillesse, la maladie, l'invalidité, etc.

10. Abolition de toutes les différences de castes, des décorations et des titres. Egalité juridique et sociale complète des sexes.

11. Transformation radicale immédiate du ravitaillement, du logement et de la santé dans l'intérêt de la population prolétarienne.

12. En même temps que le KAPD déclare la guerre la plus résolue au mode de production capitaliste et à l'Etat bourgeois, il dirige son attaque contre la totalité de l'idéologie bourgeoise et se fait le pionnier d'une conception du monde prolétarienne-révolutionnaire. Un facteur essentiel de l'accélération de la révolution sociale réside dans la révolutionnarisation de tout l'univers intellectuel du prolétariat. Conscient de ce fait, le KAPD soutient toutes les tendances révolutionnaires dans les sciences et les arts, dont le caractère correspond à l'esprit de la révolution prolétarienne.

En particulier le KAPD encourage toutes les entreprises sérieusement révolutionnaires qui permettent à la jeunesse des deux sexes de s'exprimer elle-même. Le KAPD rejette toute domination de la jeunesse.

La lutte politique contraindra la jeunesse elle-même à un développement supérieur de ses forces, ce qui nous donne la certitude qu'elle accomplira ses grandes tâches avec une clarté et une résolution totales.

Dans l'intérêt de la révolution, c'est un devoir du KAPD que la jeunesse obtienne dans sa lutte tout le soutien possible.

Le KAPD est conscient qu'également après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, un grand domaine d'activité revient à la jeunesse dans la construction

de la société communiste: la défense de la république des conseils par l'armée rouge, la transformation du processus de production, la création de l'école du travail communiste qui résoud ses tâches créatrices en union étroite avec l'entreprise.

Voilà le programme du Parti Communiste Ouvrier D'Allemagne. Fidèle à l'esprit de la Troisième Internationale, le KAPD reste attaché à l'idée des fondateurs du socialisme scientifique, selon laquelle la conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. Anéantir la totalité de l'appareil d'Etat bourgeois avec son armée capitaliste sous la direction d'officiers bourgeois et agraires, avec sa police, ses geôliers et ses juges, avec ses curés et ses bureaucrates — voilà la première tâche de la révolution prolétarienne. Le prolétariat victorieux doit donc être cuirassé contre les coups de la contre-révolution bourgeoise. Lorsqu'elle lui est imposée par la bourgeoisie, le prolétariat doit s'efforcer d'écraser la guerre civile avec une violence impitoyable. Le KAPD a conscience que la lutte finale entre le capital et le travail ne peut être vidée à l'intérieur des frontières nationales. Aussi peu que le capitalisme s'arrête devant les frontières nationales et se laisse retenir par quelque scrupule national que ce soit dans sa razzia à travers le monde, aussi peu le prolétariat doit-il perdre des yeux, sous l'hypnose d'idéologies nationales, l'idée fondamentale de la solidarité internationale de classe. Plus l'idée de la lutte de classe internationale sera clairement conçue par le prolétariat, plus on mettra de conséquence à en faire le leitmotiv de la politique prolétarienne mondiale, et plus impétueux et massifs seront les coups de la révolution mondiale qui briseront en morceaux le capital mondial en décomposition. Bien au-dessus de toutes les particularités nationales, bien au-dessus de toutes les frontières, de toutes les patries brille pour le prolétariat, d'un rayonnement éternel, le fanal: PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS. Berlin. 1920.

APPEL DU CONGRÈS DE FONDATION DU « PARTI COMMUNISTE OUVRIER D'ALLEMAGNE » (KAPD).

(4 et 5 AVRIL 1920 - BERLIN)

AU PROLETARIAT ALLEMAND!

Le Parti Communiste D'Allemagne (Ligue Spartacus), fondé par Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Franz Mehring et d'autres, est parvenu à sa banqueroute politique et morale. Après la mort de ces grands pionniers du prolétariat international, une clique de chefs ambitieux et avides de pouvoir, travaillant avec tous les moyens de la corruption, s'est entendue pour saboter l'idée de la révolution prolétarienne dans l'intérêt de ses propres buts égoïstes et pour faire passer le parti par le chenal étroit du réformisme. Cette politique a eu pour résultat que la grande majorité des membres est passée à l'opposition la plus violente contre le réformisme de la Centrale de la Ligue Spartacus. Cette Centrale a réussi à exclure du parti tous les districts du KPD qui ne voulaient pas abandonner leur combat intransigeant contre les institutions contre-révolutionnaires du parlementarisme, des syndicats et des conseils d'entreprise légaux (1), et ceci sans donner à ces districts (les plus importants du parti) l'occasion de défendre et de fonder leur point

(1) Les *conseils d'entreprise légaux*: tenant compte de la formation générale de conseils ouvriers pendant la « révolution démocratique » de novembre 1918, la constituante de Weimar (élue en janvier 1919 sur l'écrasement des premières insurrections prolétariennes) avait promis de leur réserver une place dans la constitution de l'Allemagne républicaine. En cela elle récupérait ce qui était le plus récupérable dans ces conseils en grande majorité social-démocrates: leur revendication d'être reconnus par l'Etat (bourgeois). La loi instituant les conseils d'entreprise fut promulguée en janvier 1920. C'était l'équivalent

de vue devant l'instance suprême du parti, le congrès. Par là, la Centrale de la Ligue Spartacus a fourni la preuve qu'elle voulait la scission du parti, parce que la volonté révolutionnaire des membres était opposée à ses activités contre-révolutionnaires (2).

L'opposition existant jusqu'ici s'est constituée en Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne. Le Parti Communiste Ouvrier D'Allemagne *n'est pas un parti dans le sens traditionnel du terme. Il n'est pas un parti de chefs.* Son travail principal consistera à soutenir dans la mesure de ses forces le prolétariat allemand sur le chemin qui le mène à *se libérer de toute domination de chefs.*

SE LIBERER DE LA POLITIQUE DE CHEFS CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ET TRAITRE, C'EST LE MOYEN LE PLUS EFFICACE POUR QUE LE PROLETARIAT S'UNIFIE. Néanmoins le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne est conscient que l'unification du prolétariat, **L'UNIFICATION DANS L'ESPRIT DE L'IDEE DES CONSEILS**, signifie le but propre de la révolution.

Ouvriers, camarades! Le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne est le champion le plus résolu du prolétariat allemand. Camarades, faites de notre parti un parti capable d'agir, pour qu'il conduise le prolétariat allemand à la victoire.

VIVE LA REVOLUTION MONDIALE!

VIVE LA TROISIEME INTERNATIONALE!

PARTI COMMUNISTE OUVRIER D'ALLEMAGNE.

des « comités d'entreprise », créés en France après la 2ème guerre mondiale. La gauche communiste s'opposait à cette caricature récupératrice des conseils et boycotta les élections à ces organismes; elle ne participait qu'aux conseils qui se constituaient lors des luttes révolutionnaires (ainsi, lors de l'« Action de mars » 1921, la liquidation du conseil ouvrier légal des usines Leuna et son remplacement par un autre, illégal, à direction KAPDiste). La droite au contraire (appuyée en cela par Lénine dans la « Maladie Infantile ») participait aux élections pour ces conseils d'entreprise, tout en revendiquant pour eux un plus grand pouvoir de décision évidemment.

(2) Sur la manière dont s'opéra la scission du KPD, voir la présentation.

Le KAPD au 3ème Congrès de l'I.C.

**Interventions
motions
dernière déclaration**

DISCUSSION DU RAPPORT DE TROTSKY SUR LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE (*)

SACHS (**): Les développements que je dois faire ne concernent pas uniquement le discours d'hier du camarade Trotsky; ils concernent tout autant, sinon plus, les thèses qui furent présentées par lui conjointement avec le camarade Varga. Selon moi et selon les amis de mon parti, ces thèses ne sont pas le document approprié pour représenter la façon dont l'Internationale Communiste considère aujourd'hui la situation économique mondiale et, en liaison avec elle, la situation politique. Nous croyons que ces thèses ont besoin d'une révision fondamentale, si elles doivent cheminer dans le monde sous le nom et sous la responsabilité de l'Internationale Communiste. Si le point de départ de ces thèses dérive — comme on devra le reconnaître sans façon — de la nécessité de polémiquer avec les reconstituteurs de la 2^{ème} Internationale et de l'Internationale 2 1/2, cela ne veut pas dire que reprendre simplement à son compte l'alternative des reconstituteurs ait été une idée effectivement juste et polémiquement heureuse. Cette alternative — reconstruction du capitalisme ou effondrement du capitalisme — a été reprise dans la manière de poser

(*) *Protokolle des 3. Kongresses der Kommunistischen Internationale*. p. 97-106. (Seuls les procès-verbaux en allemand des congrès du Komintern contiennent les interventions du KAPD, et de façon générale l'intégralité des interventions).

(**) Pseudonyme de Alexander Schwab. (Docteur en philosophie, entre à la Ligue Spartacus pendant la guerre. Tendence de gauche dans le KPD, puis KAPD. Fait partie de la direction idéologique de ce parti. En sort en mars 1922, lors de la scission. Après 1933, fait partie de l'organisation antifasciste « Die Roten Kämpfer ». Meurt en camp de concentration).

le problème au début des thèses. Nous avons vu certes hier en détail comment le camarade Trotsky — et tous ceux qui son ici seront, je pense, d'accord avec lui — se représente les rapports entre d'un côté les petites crises et les petites périodes d'essors cycliques et momentanés et, de l'autre côté, le problème de l'essor et du déclin du capitalisme, envisagé sur de grandes périodes historiques. Nous serons tous d'accord que la grande courbe qui allait vers le haut va maintenant irrésistiblement vers le bas, et qu'à l'intérieur de cette grande courbe, aussi bien lorsqu'elle montait que maintenant qu'elle descend, se produisent des oscillations.

Mais ce qui n'a pas été exprimé dans ces thèses, ce qui n'a pas trouvé en elles une formulation plastique, c'est justement le caractère fondamentalement différent de cette époque de déclin vis-à-vis de l'époque antérieure d'essor du capitalisme considéré dans sa totalité. Les thèses dans leur présentation, dans leur examen économique de la situation, partent au fond de la question de la richesse nationale (ou bien de la richesse en biens dans le monde) et de la question de la productivité. Ce sont certainement des points de vue importants et décisifs pour le bien être des hommes, des masses travailleuses. Mais pour l'analyse que nous avons à conduire, ce point de vue n'est pas suffisant. Il doit être complété, je dirais même dépassé par le point de vue supérieur que l'économie, aujourd'hui plus que jamais, n'est pas dirigée vers la production, mais vers le profit, et que la production n'est que le résultat fortuit, que le moyen du but: le profit. La caractéristique de cette époque décadente du capitalisme considérée dans sa totalité, abstraction faite des oscillations particulières, est que le caractère d'économie de profit, le caractère de lutte de classe de cette économie elle-même se réaffirme de manière dix fois plus accentuée qu'à l'époque de la floraison; l'importance de ces caractères retrouve son niveau de l'époque où le capitalisme commençait à s'édifier. Et si l'on veut exprimer ce fait à des fins d'agitation, c'est-à-dire de façon exaspérée et accentuée, mais aussi de

façon aisément vérifiable, alors il faut dire dès maintenant que le capital se reconstruit lui-même, qu'il sauve son profit, mais qu'il le fait au dépens de la productivité. Le capital reconstruit son pouvoir en détruisant l'économie. Cette réédification de la puissance du capital qui est quelque chose de différent, d'opposé presque à la reconstruction de l'économie, cette montée de la puissance du capital, il n'y a que les larges masses de la population qui peuvent naturellement la payer. Car ce qui se reconstruit, c'est uniquement le noyau ferme du capital, c'est en définitive les grands monopoles de l'industrie lourde et extractive.

Ce sont en définitive les grands monopoles de l'industrie lourde qui constituent la forteresse du capital pour la simple raison que tous les autres capitalistes, toutes les autres industries dépendent plus ou moins de leurs livraisons. Pour le noyau le plus dur du capital il ne s'agit plus aujourd'hui, dans le but de sauver le profit, de produire régulièrement, de faire faire au capital sa rotation selon le rythme lent et régulier de la période de production normale, et d'extraire le profit de ce processus; ce qui pour eux est en jeu essentiellement, c'est le profit de monopole. C'est la deuxième caractéristique de la situation économique dans la période de descente du capitalisme. Le profit de monopole est devenu prépondérant. C'est le prolétariat qui paie les coûts de cette reconstruction du noyau dur de l'édifice capitaliste. Certes de larges couches de la bourgeoisie font aussi les frais de la situation, ce sont les industriels qui dépendent des livraisons de matières premières, qui ne s'articulent pas aux monopoles des Stinnes, Thyssen etc. ou bien les industries où ce monopole des matières premières ne peut trouver aucune valorisation profitable. Ainsi des usines sont mises en sommeil, d'autres sont contraintes au chômage partiel. Or, même si le capitaliste individuel ne peut très souvent échapper à la perte et est ainsi rejeté, nous savons pourtant que le capital lui-même peut toujours éviter ce sort, tant que la forme capitaliste de l'économie subsiste dans ses formes fondamen-

tales. Mais celui qui ne peut y échapper, c'est en définitive le prolétariat. Et si nous considérons les chiffres du chômage actuellement en Allemagne, Angleterre et Amérique, nous devons, je crois, reconnaître qu'il ne s'agit plus là de l'armée industrielle de réserve des premiers temps. Le chômage a pris un autre caractère. A la base de l'expression « armée industrielle de réserve » se trouvait l'idée que les masses de chômeurs pouvaient être à l'occasion rappelées par le capital dans le processus de production; en partie pour faire pression sur les salaires de ceux qui travaillaient encore. Mais avec les chiffres actuels des chômeurs cette idée est absurde. Les masses de chômeurs ne sont pas une armée de réserve, ils sont sans travail pour, en grande partie, périr à petit feu, pour mourir de faim, et non seulement eux mais aussi leur descendance. Le capital n'affame pas ouvertement les gens, mais cela se passe sous la forme masquée et atténuée que l'on a trouvée dans l'allocation de chômage, l'allocation de chômage dont on s'était promis qu'elle aurait sur le capital une action destructrice. L'allocation de chômage est devenue aujourd'hui un moyen de masquer l'état réel des choses, elle est devenue par là une défense du capital.

Au sujet de l'allocation de chômage je voudrais signaler que les thèses laissent presque complètement de côté un point essentiel. C'est le rôle que joue l'appareil financier de l'Etat aujourd'hui, et aujourd'hui encore plus qu'avant. Les finances de l'Etat dont l'action actuelle consiste pour une grande partie à créer un détour, une série de coulisses qui rendent moins visible le grugement des masses ouvrières et en général des masses populaires par les seigneurs des monopoles. Certes le paiement des impôts, des impôts particuliers peut être repoussé. Du moins il en était ainsi jusqu'ici. Il resterait encore à examiner si les anciennes dispositions, théoriques, sur le refus du paiement de l'impôt se rencontrent encore dans tous les détails avec la prédominance actuelle des tendances monopolistes. En tout cas, même si il y a des impôts dont le paiement peut être refusé, cela

reste un fait que les finances ont aujourd'hui pour les trois quarts le but de réaliser, au travers de détours, de camouflages, de coulisses, le pillage des larges masses par le monopole capitaliste, et c'est le moyen employé pour éviter les moyens directs, plus difficiles. Et lorsque le camarade Trotsky disait que les Etats les plus ruinés devraient proclamer tôt ou tard leur banqueroute, et lorsque, dans les thèses également, la perspective de la banqueroute d'Etat est exposée en termes très clairs, il y a là, je crois, une très grande erreur. Qui aurait un intérêt à la banqueroute d'Etat des pays effondrés, des pays les plus faibles, dont la situation financière est la plus mauvaise? Qui sont les débiteurs, qui sont les créanciers? Il y a deux groupes de créanciers. Les uns sont des capitalistes privés qui ont en main des papiers d'Etat, les autres sont les gouvernements qui veulent recevoir des indemnités de guerre. Les capitalistes privés n'ont absolument aucun intérêt à quelque banqueroute que ce soit. Car — comme le disent également les thèses — la banqueroute d'Etat introduirait une lutte pour une nouvelle répartition de la richesse nationale. Les capitalistes, qui dominent la plus grande part de la richesse nationale, ou qui, du moins, la contrôlent, n'ont aucun intérêt à déchaîner cette lutte, ils ont au contraire intérêt à réprimer. En outre ils trouvent sous d'autres formes la satisfaction de leurs exigences. Certes cela ne se voit pas dans la totalité des chiffres qui sont marqués à crédit et à débit dans les livres de compte. Et cela est un point sur lequel je voudrais m'opposer au camarade Brand (1). Il est sûr que tous les intérêts qui existent aujourd'hui, comme titres d'Etat ou titres privés, ne peuvent être payés jusqu'au dernier centime, comme cela est écrit à droite et à gauche dans les livres de compte. Là n'est pas l'important. Aujourd'hui le capitalisme n'est plus dans un stade où il devrait tenir compte de chiffres absolus qui vont jusqu'à l'infini. Il est aujourd'hui dans le stade où pour lui tout revient à conserver le pouvoir, ne serait-ce que

(1) Délégué du parti communiste polonais.

d'une façon relative et à pouvoir satisfaire ses intérêts, alors que les intérêts des larges masses ne le sont même pas.

Et si l'on doit en rabattre dans les comptes, si pendant longtemps encore on ne peut pas tout recevoir et si les termes des créances doivent être ajournés, tout cela n'est pas l'important pour les capitalistes qui tiennent en main les leviers de commande; cela leur est complètement égal; ce qui compte pour eux, c'est de remporter la lutte de classe, c'est de maintenir l'économie comme lutte de classe. Voilà pourquoi je pense que si les capitalistes privés n'ont aucun intérêt à une banqueroute d'Etat — et il n'y auront aucun intérêt — cette banqueroute ne se produira pas. Car les ministres et les conseillers secrets doivent-ils y avoir un intérêt? Cela ne sera pas le cas. Et les Etats créanciers qui y ont peut-être intérêt. Mais de nouveau ce ne sont pas les Etats — qui, vus d'un point de vue économique n'existent presque pas — ce ne sont pas les Etats, mais les capitalistes des Etats créanciers, qui ont à décider s'il faut ou non pousser à une banqueroute des Etats débiteurs d'Allemagne et d'Autriche. Mais il est très douteux que ces capitalistes aient un intérêt à la banqueroute d'Etat. Le camarade qui parlera après moi montrera que les capitalistes obtiennent d'une toute autre façon la satisfaction de leurs exigences.

Si j'ai dit que le capital, pris du point de vue de la politique intérieure, se reconstruit économiquement, c'est-à-dire sauve son profit dans un noyau concentré de la puissance capitaliste, je peux encore ajouter que le pouvoir d'Etat ne joue plus le même rôle vis-à-vis du capital qu'autrefois. Le camarade Seemann pourra dire plus de choses sur ce sujet car elles se montrent plus distinctement à l'échelon international qu'à l'échelon national.

SEEMANN (***)

Camarades, les développements du camarade Sachs, ainsi que la critique qu'il a fait aux thèses que nous devons adopter, ont montré qu'une nouvelle ère commence à s'accomplir. La question pour les capitalistes est tout à fait claire: nous nous trouvons dans une crise catastrophique de l'économie mondiale, comment réussira-t-on à parer cette crise dont on n'a jamais vu d'équivalent et à parvenir à une stabilisation et à une reconstruction de l'appareil économique mondial capitaliste. En même temps il apparaît que ces nouvelles réalités, la réalité de nouveaux rapports économiques, tels qu'il n'en avaient encore jamais existé, se sont également trouvés leur nouvelle forme. Il apparaît que le capitalisme a conçu complètement la difficulté de la tâche et de la lutte et s'oppose à nous avec de nouveaux moyens de lutte que nous devons analyser correctement afin de pouvoir faire ce que Trotsky demande quand il dit presque au début de ses thèses: « Nous avons à décider si une révision du programme ou de la tactique de l'Internationale Communiste est rendue nécessaire par la situation ». En effet c'est un fait malheureusement irréfutable que le capitalisme est redevenu partout maître de la situation, et ceci non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale; et déjà l'échelon national et l'échelon international se trouvent complètement entremêlés. Le filet de la paix de Versailles commence à se démêler, à se réduire à ses possibilités réalisables. Comment le capitalisme s'y prend-il donc? Nous savons très exactement que le processus d'appauvrissement des cinq dernières années ne peut être dépassé pour le capitalisme s'il ne se produit pas aux dépens des masses travailleuses. Ce fait se trouve à la base de la tactique capita-

(***) Pseudonyme de Bernhard Reichenbach. (Intellectuel. Membre fondateur de l'USPD en 1917, puis du KPD, puis du KAPD. Au moment du 3ème congrès de l'IC, il était délégué permanent du KAPD auprès de l'Exécutif de la 3ème Internationale. En 1922 appartient à la tendance dite « de Essen » du KAPD. 1924: passe à la SPD).

liste de la reconstruction. Le capitalisme a compris que toutes limitations nationales, que tout chauvinisme et impérialisme national (phénomènes qui pour ainsi dire lui sont inhérents de nature) devaient être pour le moment relégués au second plan, qu'il faut combattre l'ennemi de façon résolue, et cet ennemi c'est le prolétariat, c'est la partie la plus avancée, la plus active du prolétariat, représentée par les communistes. Naturellement il est parfaitement exact, et il reste toujours exact, que l'économie capitaliste doit tôt ou tard sombrer. Mais nous n'avons absolument pas à considérer cette vérité qui va de soi. Cela voudrait dire que nous ne faisons rien d'autre que les Indépendants (2) et les socialistes majoritaires (2). Pour cela nous n'avons pas besoin d'un congrès communiste mondial. La question que nous devons traiter de façon décidée, est la suivante: comment brisons-nous le capitalisme, comment conduisons-nous ce processus, de quelle manière devons-nous le conduire pour que dans ce processus le prolétariat conserve les rênes en mains. Les capitalistes ont donc reconnu que l'ennemi principal n'est pas le concurrent mais le prolétariat. Ils ont reconnu que la communauté d'intérêt entre les Etats capitaliste est si grande qu'elle doit aussi déterminer la tactique des capitalistes. Et cela est déjà un fait par l'entrelacement international de l'économie. En premier lieu par le fait que dans la plus large mesure, du capital anglais, français et américain est investi dans les trusts allemands dans lesquels s'est déjà rassemblé le capital national allemand. Les choses sont déjà tellement avancées que objectivement et subjectivement le capitaliste anglais ou français a intérêt à ce que la reconstruction capitaliste de l'Allemagne réussisse. Lorsque l'on a 30 ou 25 % de parts dans une affaire, on a intérêt à ce que cette affaire marche sur ses pieds. Maintenant il est vrai que tout processus de concentration capitaliste international ou national porte en lui le germe de sa mort, dans le fait précisément qui est le fon-

(2) Indépendants = USPD. Majoritaires = SPD.

dement de l'économie capitaliste en général, dans le fait que des intérêts de profitégoïstes se trouvent à la base de toute économie privée. Car cette concentration elle-même se base sur une confluence d'intérêts privés égoïstes. Que le prochain conflit politique mondial se passe entre l'Angleterre et l'Amérique, nous le considérons avec Trotsky comme vraisemblable. Mais nous ne croyons pas que ce soit l'étape immédiatement prochaine. En aucun cas nous ne pensons que l'on puisse prévoir ce conflit avec une précision mathématique. D'abord les choses sont ainsi faites que la question: guerre ou pas guerre dépend toujours d'impondérables, qui deviennent décisifs au dernier moment, de phénomènes fortuits que rien ne laisse entrevoir pour le moment. Mais avant toutes autres choses ce heurt n'est pas encore prêt de se produire pour une toute autre raison. Ce n'est pas encore vers cela que nous communistes devons diriger nos regards. C'est bien plutôt vers le combat qui est dirigé contre le prolétariat.

Ce qui mène l'économie capitaliste devenue une économie communautaire d'intérêt enchevêtrés, c'est le fait que chacun veut gagner relativement beaucoup. Cette pression qui pèse sur ces capitalistes, sur ces capitalistes réunis, se cherche ses soupapes. La Russie fait partie de ces soupapes (3). Et il nous semble que dans les thèses on n'en tient pas assez compte. La soupape qui nous apparaît la plus proche, c'est la Russie; c'est le problème pour les Etats de l'Europe de l'Ouest. Le capital ouest-européen veut réaliser la reconstruction de la Russie. Et la Russie est avant tout pour un certain temps la soupape bien venue, où se créeront les débouchés nécessaires au capitalisme.

Notre tâche est de rechercher comment la Russie parvient à sa reconstruction. La Russie a le droit moral de réaliser la reconstruction avec l'aide des Etats capitalistes, ne serait-ce que parce que le prolétariat l'a laissée tom-

(3) Rappelons que c'est en 1921 qu'est lancée la NEP, que la gauche allemande interprète comme un « retour » au capitalisme en Russie.

ber depuis trois ans. On doit chercher à réaliser une synthèse entre la Russie, ses intérêts vitaux légitimes et la tâche qui consiste à ne pas nuire à la pensée et au progrès révolutionnaires en créant ce débouché pour le capital. Nous irions trop loin si nous en parlions ici, en réunion plénière, et à cet endroit de l'ordre de jour. Mais c'est un fait, dont nous avons les preuves, que la tendance des capitalistes unifiés est en tout cas dirigée vers ce but. Le fait d'une communauté d'intérêt entre les grands industriels anglais qui se sont unis sous la protection du gouvernement anglais en est un exemple. De même pour la conclusion des tractations entre les dirigeants capitalistes anglais et les magnats des trusts allemands. L'objet de ce travail commun est déjà fixé. Cet objet est la Russie soviétique. Il faudra parler de cela à un autre moment et de manière plus détaillée.

Je signalerai que les thèses ont pour fonction ce que disait Trotsky au début, mais qu'il n'a pas touché en fin de compte, c'est-à-dire considérer de manière claire et incisive la tactique de l'Internationale communiste en partant de cette base économique du combat. Naturellement ce n'est pas la tâche de ce travail de parler sur la tactique, mais ce rapport doit déjà donner une direction approximative. On aurait dû prendre en considération le fait que le capital dans sa lutte contre le prolétariat a trouvé de nouvelles formes, dans lesquels apparemment il s'adapte au prolétariat, par exemple les conseils d'entreprise, l'élection de conseillers d'entreprise dans les conseils d'administration, choses auxquelles personne ne pensait encore il y a quelques années. Face à ces nouvelles méthodes de lutte du capital, de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles méthodes de lutte vigoureuses doivent être opposées du côté du prolétariat, pour supprimer ce coup qui est porté contre lui.

C'est pourquoi nous proposons de ne pas conclure encore sur ces thèses, au cours des discussions qui auront lieu aujourd'hui et demain, et de renvoyer encore une fois ces thèses à la commission. Peut-être sera-t-il possible que le camarade Trotsky prenne part à cette

séance pour que nous examinions quelques compléments à son travail, que nous ne voulons pas seulement critiquer, mais qui au contraire fournit un matériel excellent sur l'ensemble de la situation économique. Nous savons quelle application géniale se cache dans ce travail. Peut-être que la commission qui en est chargée peut encore une fois s'occuper de ces thèses. Je demande que l'on approuve cette proposition.

DISCUSSION A PROPOS DU RAPPORT DE RADEK SUR LA TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE.(*)

HEMPEL (**)

Camarades! Après l'audition du compte-rendu du camarade Radek au sujet de la tactique qui doit être approuvée par l'Internationale Communiste, nous pouvons dire que nous approuvons ses premières déclarations, notamment dans la mesure où elles énoncent que, considérant la situation économique mondiale, nous pouvons constater l'écroulement du mode capitaliste de production, écroulement dont la révolution prolétarienne sera une conséquence absolument nécessaire. Mais, dès que

(*) *Protokolle* ... p. 485-497.

(**) Pseudonyme de Jan Appel (ouvrier des chantiers navals de Hambourg. Pendant les grèves de 1918 entre en contact avec les radicaux de gauche de cette ville — groupe de Laufenberg et Wolffheim. Meneur pendant la révolution. Gauche KPD et travail pour les AAU. Participe à l'insurrection de la Ruhr en mars 1920. Membre fondateur du KAPD. Fait partie de la première délégation que le KAPD envoie à Moscou (en mai 1920), pour discuter avec l'Exécutif de la 3ème Internationale et les dirigeants russes. En l'absence de toutes relations pratiques habituelles entre la Russie et l'Allemagne, lui et son camarade (Franz Jung) doivent s'embarquer comme passagers clandestins sur un bateau qu'ils détournent en pleine mer sur le port russe de Mourmansk. Au retour rédacteur à l'organe de l'AAU à Düsseldorf « Der Klassenkampf ». Fin 1923 est arrêté pour sa piraterie maritime de 3 ans auparavant. Amnistié en 1925, émigre en Hollande, où il travaille dans des chantiers navals. En contact avec le « Groupe des Communistes Internationalistes » de Hollande dans les années 30 et pendant l'occupation. Y entre en conflit à la fin de la guerre avec ce que nous appellerions aujourd'hui la « tendance ICO » et qui consiste à refuser par principe de prendre un rôle dirigeant dans les luttes et les organisations ouvrières (d'après F. Kool). Vivait en 1969 à Maas-tricht).

nous en arrivons à la question: comment s'accomplit cette révolution prolétarienne? quelle est la formation de cette masse prolétarienne en lutte? alors interviennent des divergences. Je vais essayer dans ce court exposé — car il m'est accordé peu de temps — d'envisager ce sujet. Considérons l'époque de 1917, la révolution russe, la révolution en Allemagne, en Autriche, toutes les luttes révolutionnaires de cette époque, et nous établissons que la forme que prit le prolétariat en lutte fut en Russie celle des soviets; en Allemagne nous les nommons conseils. Ce fut la formation du prolétariat, ce fut la forme d'organisation de la masse. Nous pouvons faire la même constatation au sujet des petites luttes révolutionnaires qui se manifestèrent en Italie par l'occupation des usines. Le prolétariat a ses conseils, ou du moins la forme des conseils. En Angleterre la prolétariat avait, et construit maintenant, lors des grandes grèves des mineurs, des comités de fabrique (la véritable direction révolutionnaire étant dans les shop-stewards). Le mouvement allemand après 1918, dans toutes les luttes révolutionnaires — petites ou grandes — s'est donné la forme de lutte par conseils, par entreprises, par lieux de travail. C'est cela que nous voyons dans la révolution. Nous devons méditer ce fait et dire: si c'est cela la formation du prolétariat dans la révolution, nous sommes contraints, en tant que communistes également, en tant que gens qui veulent et doivent avoir la direction dans cette révolution, d'examiner sous cet angle l'organisation du prolétariat révolutionnaire. C'est ce que nous disons, nous du KAPD, et ce n'est pas né, comme le croit le camarade Radek, en Hollande, dans le cerveau et dans l'alambic du camarade Gorter, mais au travers des expériences de la lutte que nous avons menée à bonne fin depuis 1919. Nous, travailleurs, nous ne sommes pas des théoriciens, nous avons seulement des expériences découlant de notre lutte. Nous sommes arrivés à détacher les travailleurs révolutionnaires, qui veulent réellement lutter, des vieilles formes du mouvement ouvrier et à donner à leur

lutte un caractère fonction des nouvelles formes dans lesquelles la révolution s'accomplit.

Ceci paraîtra au grand jour si l'on se remet en mémoire les tâches qu'avait le vieux mouvement ouvrier, ou mieux, le mouvement ouvrier précédent l'époque de cette irruption de la révolution directe. Il avait pour tâche, d'un côté, grâce aux organisations politiques de la classe ouvrière, les partis, d'envoyer des délégués au parlement et dans les institutions que la bourgeoisie et la bureaucratie avaient laissées ouvertes à la représentation de la classe ouvrière. C'était l'une des tâches. Cela fut mis à profit et à l'époque c'était juste. Les organisations économiques de la classe ouvrière avaient de leur côté la tâche de se préoccuper d'améliorer la situation du prolétariat au sein du capitalisme, de pousser à la lutte et de négocier lorsque la lutte s'arrêtait. Je dois dire tout cela rapidement. Telles étaient les tâches des organisations ouvrières avant la guerre. Mais la révolution arriva: d'autres tâches se firent jour. Les organisations ouvrières ne pouvaient pas se conformer à la lutte pour les augmentations de salaires et s'en satisfaire: elles ne purent plus poser — comme leur but principal — celui d'être représentées au parlement et d'extorquer des améliorations pour la classe ouvrière. Ceci, c'est du réformisme. Maintenant vous allez nous objecter ceci: « nous (1), nous n'en voulons pas ». Mais nous répliquons: nous vous croyons bien, vous n'en voulez pas, mais si vous vous engagez sur le chemin qu'a suivi le vieux mouvement ouvrier, alors c'est ce chemin qui vous entraînera, vous ne pourrez pas faire autrement et toutes les thèses du monde n'y pourront rien changer. Les expériences le prouvent. Ce n'est pas pour rien que le vieux mouvement ouvrier avait ses organisations spéciales. Car de quoi a-t-on besoin pour être représenté au parlement? On n'a pas besoin de combattants révolu-

(1) « Nous », c'est-à-dire l'I.C. La petitesse du temps imparti au KAPD pour ses interventions contraignait les orateurs à un style souvent allusif et peu compréhensible.

tionnaires; on a besoin d'être instruit des rapports dans cet Etat; on a besoin de gens qui savent négocier, de parlementaires et on n'a qu'à écouter leurs rapports. Rien de plus. De quoi a-t-on besoin d'un point de vue économique? On a besoin d'une union de travailleurs. On choisit des hommes de confiance, on élit des travailleurs capables de négocier avec les patrons et avec les organisations patronales. C'est à de telles organisations que tiennent les chefs, ils existent grâce à elles. On réunit de l'argent pour conduire une grève éventuelle. On se construit des organisations de soutien, c'est-à-dire des syndicats, instruments de la classe ouvrière pour un but bien déterminé: s'installer à l'intérieur de l'ordre capitaliste. Alors, quand des communistes croient que cet organe, qui est incapable de conduire des luttes révolutionnaires, qui est un instrument inadéquat dans la lutte révolutionnaire, quand ils croient utiliser cette direction, ces organisations, conduire des révolutions avec ces organisations de la classe ouvrière, ils sont dans l'erreur et ils succombent. En permanence nous faisons l'expérience que toutes les organisations de travailleurs qui prennent ce chemin, en dépit de tous leurs discours révolutionnaires, se dérobent dans les luttes décisives. Telle est la grande leçon que nous devons tirer. En conséquence nous disons: le prolétariat doit avoir devant les yeux le but et ce but est: destruction du pouvoir capitaliste, destruction du pouvoir de l'Etat. Le prolétariat doit se créer des organisations spécialement dans ce but. Le prolétariat se le crée lui-même. Nous le voyons lorsque dans une entreprise — en Allemagne par exemple — les travailleurs posent des revendications qu'un patron ne peut pas accepter actuellement; que fait alors la classe ouvrière? Elle choisit des hommes de confiance qu'elle connaît, venant de ses entreprises, de ses lieux de travail. Elle doit dans ces petits commencements déjà mener sa lutte contre la volonté des syndicats. C'est ce que nous montre la longue histoire des petites luttes, des petites grèves, et jusqu'aux dernières grandes luttes.

Donc la classe ouvrière est obligée de s'organiser — elle le fait dès maintenant — dans l'économie en vue de la lutte révolutionnaire. Et nous disons: nous, en tant que communistes, nous devons reconnaître ce phénomène. Nous devons reconnaître la fausse voie du vieux mouvement ouvrier. Nous en avons une nouvelle, nous avons la lutte révolutionnaire, et voilà pourquoi nous devons dire ce que le développement de la révolution nous a déjà montré: les travailleurs doivent s'organiser de cette façon et nous, communistes, nous devons avoir la direction quand on en viendra à des combats. C'est pourquoi nous disons: les communistes doivent amener le prolétariat à s'organiser par entreprises, par lieux de travail, dans un but totalement déterminé: prendre en main la production, les forces productives, les fabriques, conquérir tout cela. C'est là que le prolétariat doit s'organiser, car c'est pour tout cela qu'il lutte.

Camarades, il ne m'est pas possible de m'étendre plus longtemps là-dessus. C'est la tâche des communistes de le reconnaître et de s'en occuper.

Venons-en alors au deuxième point. La formation du prolétariat, l'organisation du prolétariat dans la lutte et les tâches fournissent également les méthodes de lutte. Les méthodes doivent être révolutionnaires; elles découlent, à l'heure actuelle, de l'examen de la situation économique, de la situation chez l'adversaire. L'adversaire prend aujourd'hui des mesures de rétorsion, pas depuis aujourd'hui seulement, mais aujourd'hui de façon renforcée. Et ces mesures de rétorsion sont de nature à maintenir son pouvoir: d'un côté le pouvoir étatique, de l'autre il faut que l'industrie, l'économie continuent de rapporter quelque chose. Il leur est impossible de mettre de nouveau en mouvement la totalité de l'économie nationale. Ça ne marche pas. Mais il leur est possible de consolider une partie, un noyau de l'économie au dépens des autres secteurs. Cela s'accomplit maintenant dans tous les pays du monde. Nous communistes, nous devons l'observer et nous devons voir quelles conséquences aura cette entreprise des capitalistes bien conscients de leur but.

Pour le prolétariat cela a pour conséquence qu'une partie de lui-même est sauvegardée dans les entreprises maintenues viables, dans cette économie maintenue viable. Et dans tous les pays, nous voyons que ce noyau, ces trusts, ces supertrusts s'unissent à l'échelle internationale et ont la prédominance. Mais si une partie seulement du prolétariat se trouve admise et a la possibilité de vivre dans ces entreprises concentrées, une autre partie doit être éliminée. C'est la grande masse des chômeurs qui dans le système actuel ne trouvent plus aucune place, qui sont condamnés à périr. C'est le partage, la scission économique de la classe ouvrière. Le travailleur qui est dans l'entreprise, qui a encore la possibilité de se tirer d'affaire, s'y accroche anxieusement afin de ne pas perdre son occupation. Le travailleur mis hors de l'entreprise est l'ennemi de celui qui peut encore vivre. Telle est la scission qui est exploitée consciemment par le capital et exacerbée par la presse bourgeoise. C'est ainsi que s'accomplit aujourd'hui le relèvement du capitalisme. Nous ne disons pas le redressement permanent de la domination du capital, mais le redressement pour un certain temps, le redressement sur les cadavres des prolétaires morts de faim. Nous devons le reconnaître et il s'en suit également notre tactique de combat, la méthode selon laquelle nous devons procéder. Nous, communistes, nous devons empêcher par le prolétariat que cette consolidation d'une partie de l'économie, du prolétariat, ne s'accomplisse. Car c'est la défaite du prolétariat. Nous devons engager le combat dans toutes les phases, à la moindre occasion. Nous devons par tous les moyens possibles — je dis, avec le camarade Radek, par tous les moyens — empêcher que se reconstruise cette économie, telle qu'elle est planifiée par les capitalistes. Et pour cela nous devons utiliser les masses énormes, toujours croissantes des chômeurs, des prolétaires affamés; nous devons les rassembler. Nous ne les réunirons pas afin qu'ils puissent voter au parlement, pour qu'ils approuvent des résolutions, mais nous devons, en fonction de leurs besoins vitaux, les grouper, les organiser en conseils, les mettre

en liaison avec les autres conseils, avec les hommes de confiance des entreprises. Ainsi nous créons l'organisation du prolétariat, l'union du prolétariat en actes. Et nous devons être continuellement en lutte. Les discours, les résolutions et la « lettre ouverte » (2), comme Radek l'a affirmée ici, ne sont pas des plates formes à partir desquelles s'accomplit l'unité du prolétariat révolutionnaire; la plate-forme, c'est le combat constant.

Le camarade Radek a parlé de l'offensive et de la défensive. Au début de l'année (3) nous avons vu comment cela se passait chez nous en Allemagne. Nous avons vu comment la démocratie bourgeoise fut maintenue par tous les moyens, par les sociaux-démocrates, les indépendants, tous les partis et organisations parlementaires et par toute la bourgeoisie. C'était une situation larvée et le capital en avait besoin; il fallait la faire éclater. Nous lançâmes le mot d'ordre: utiliser chaque conflit, dans chaque entreprise, le pousser en avant, l'étendre, à chaque occasion faire courber la tête au capitaliste isolé, développer les liaisons d'entreprise à entreprise, rendre les luttes plus aiguës. Camarades, nous avons vu qu'à partir de là le cours des événements prit une tournure aiguë en Allemagne centrale et on en arriva à l'Ac-

(2) La « lettre ouverte »: tactique adoptée par le parti communiste droitier (VKPD) en janvier 1921. Fort de quelques centaines de milliers de membres (la gauche de l'USPD), ce parti lance une campagne politique dans le plus pur style front unique: la centrale du parti envoie une lettre ouverte à toutes les organisations ouvrières (partis et syndicats, des syndicats réactionnaires à l'AAU) les appelant à « lutter ensemble contre le capitalisme ». Cette tactique est ainsi fondée: « si ces organisations acceptent c'est une victoire pour le VKPD qui a lancé l'initiative; si elles refusent, c'est aussi une victoire car elles se démasquent ainsi aux yeux des masses ». C'est une stricte application des principes exposés par Lénine dans « La maladie infantile » sur la tactique à adopter pour « gagner les masses », connue plus tard sous le nom de tactique du « front unique ouvrier ». Lénine d'ailleurs approuve totalement cette tactique au 3ème Congrès.

Deux mois plus tard à peine, le VKPD abandonnait provisoirement ces méthodes de tractations politicardes entre directions et appelait à l'insurrection à propos de l'« Action de mars »,

(3) 1921.

tion de Mars. On en arriva aux attaques de Hörsing (4); l'orage éclata alors en Allemagne. Nous disons que c'était une offensive (telle que nous la concevons) et il fallait la lancer. Mais commander brusquement l'offensive sans les étapes intermédiaires est un non-sens. Je vais donc me référer encore amplement à notre attitude le 20 août de l'année dernière (1920), lorsque l'Armée Rouge était à la frontière de la Prusse Orientale, devant Varsovie (5). Cela aussi rentre en ligne de compte si l'on veut porter un jugement sur l'offensive et la défensive. Nous, du KAPD, dans notre pays, nous avons fait un travail préparatoire de plusieurs semaines, par tous les moyens, dans des réunions publiques par des tracts, en faisant de la propagande dans les entreprises, en exploitant l'état d'esprit né de la présence de l'Armée Rouge aux frontières. Et lorsque se posa la question de ce qu'il fallait faire au cas où troupes et munitions venant de France traverseraient l'Allemagne, nous avons alors décidé d'aller jusqu'à l'insurrection. Nous avons fait méthodiquement des préparatifs dans tous les domaines. Le 20 août et le soir précédent — maintenant seulement nous pouvons en parler, parce que précédemment beaucoup de camarades allèrent en prison à cause de cela — parut dans la « Rote Fahne », la « Freiheit » (6) et dans tous les journaux de province un appel: Proletaires d'Allemagne,

(4) Hörsing: Oberpräsident de la province de Saxe qui prit l'initiative de faire intervenir les troupes de la police de sécurité pour mettre un terme aux troubles d'Allemagne centrale, déclenchant ainsi l'« Action de Mars ».

(5) C'était pendant la guerre russo-polonaise. L'armée rouge avait repoussé les polonais jusqu'aux portes de Varsovie. L'Entente (la France avant tout) décida alors de faire parvenir à la Pologne une aide importante en armes et en munitions. Celles-ci devaient passer à travers l'Allemagne. Le KAPD, l'AAUD et la FAUD élaborèrent un plan général de sabotage de ces transports d'armes, assortis de prises de pouvoir dans certaines régions, avec comme but une insurrection prolétarienne générale en Allemagne. Ces projets furent dénoncés, juste avant leur exécution, dans la presse du KPD et de l'USPD. Le KAPD commanda les opérations. Néanmoins de nombreux sabotages furent menés à bien.

(6) Organes centraux, respectivement, du KPD et de l'USPD.

attention! des flics et des provocateurs, des éléments louches veulent vous précipiter dans un bain de sang, etc. Nous le reconnaissons aujourd'hui ouvertement: si jamais nous avons fait une erreur, c'est bien ce jour-là, car nous avons tenté par tous les moyens de freiner l'action qui devait éclater dans les zones les plus importantes d'Allemagne. Nous avons réussi en plusieurs endroits et, maintenant, on peut railler le fait que nos camarades à Vilbert et à Köthen aient proclamé la république des conseils.

Nous savons qu'on peut nous railler là-dessus. Cela ne nous dérange pas. Mais la tâche des communistes aurait été à ce moment-là de prendre l'offensive. En Allemagne nous considérons cela comme une offensive; à l'échelle internationale ce n'en était pas une mais un simple acte de solidarité avec les combats des frères russes qui furent écrasés à cause des livraisons de matériel. Ces choses-là aussi doivent être dites, si l'on s'occupe de juger de l'offensive et de la défensive.

Venons en ensuite aux revendications partielles. J'aborderai d'abord la question de la « lettre ouverte », ensuite le contrôle de la production, les revendications partielles. Le camarade Radek a parlé des aspects différents que peuvent avoir les revendications partielles. La « lettre ouverte », en Allemagne, soutenue par les syndicats, par les partis parlementaires, cette lettre ouverte sera opportuniste, elle doit le devenir (7). Une « lettre ouverte » qui serait soutenue par des organisations économiques révolutionnaires, cette lettre ouverte aurait un caractère que Radek ne trouvera pas chez le VKPD. Que sont devenues les réunions des comités d'action qui s'occupaient de jeter les bases de la lutte qui devait suivre la « lettre ouverte »? Bien, nous l'avons repoussée parce que nous savions à qui nous avons affaire, parce que nous savions que cela ne pourrait rien apporter d'autre que des marchandages avec le gouvernement. C'est des

(7) Prenant l'exemple de la « lettre ouverte » du VKPD en janvier 1921 (cf. note 2) Radek en avait fait dans son rapport sur la tactique un procédé à appliquer en général.

phrases. Voilà pourquoi nous la repoussons. Nous sommes d'accord avec tout déclenchement de lutte. Mais on doit aussi réfléchir à ce qui doit être fait. Cela ne s'improvise pas, ce sont les actions préparatoires de la révolution, et il faut les trouver dans la réalité. On les aurait eu si l'on avait eu des organisations révolutionnaires, si depuis deux ans la direction de la Ligue Spartacus (8), la 3ème Internationale n'avait pas exigé: pas d'organisations d'entreprise, pas d'unions ouvrières, utilisation de vieux syndicats. Il faut voir les choses telles qu'elles sont et il faut demander aux combattants qui mènent une lutte permanente; ceux-là diront où on en est. Ils montreront comment on peut lutter. Je le répète, le temps me manque pour pouvoir expliquer tout cela en détail.

Maintenant la question des actions partielles. Nous disons que nous ne repoussons aucune action partielle. Nous disons: chaque action, chaque combat, car c'est une action, doit être mis au point, poussé en avant. On ne peut pas dire: nous repoussons ce combat-ci, nous repoussons ce combat-là. Le combat qui naît des nécessités économiques de la classe ouvrière, ce combat doit par tous les moyens être poussé en avant. Justement dans un pays tel que l'Allemagne, l'Angleterre et tous les autres pays de démocratie bourgeoise qui ont subi pendant 40 ou 50 ans une démocratie bourgeoise et ses effets, la classe ouvrière doit être d'abord habituée aux luttes. Les mots d'ordre doivent correspondre aux actions partielles. Prenons un exemple: dans une entreprise, dans différentes entreprises, une grève éclate, elle englobe un petit domaine. Là le mot d'ordre ne saurait être: lutte pour la dictature du prolétariat. Ce serait une absurdité. Les mots d'ordre doivent être adaptés aux rapports de forces, à ce que l'on peut attendre en un lieu donné. Ces mots d'ordre doivent aussi être adaptés au caractère que doit revêtir la lutte de ce mouvement. Admettons

(8) Le KPD s'appelait à son origine KPD (*Spartakusbund*): PCA (Ligue Spartacus) du nom de l'organisation qu'avaient formée auparavant certains de ses membres (dont toute la direction du KPD). Cf. présentation.

qu'un soulèvement général se propage dans le pays. Alors les mots d'ordre ne devront pas dire: « C'est la totalité qui est en cause » [?] (9).

Je voudrais maintenant considérer de cette façon l'Action de Mars, afin de montrer brièvement, comment ont agi les effets de ses enseignements, ce qui n'a pas été montré ici. L'Action de Mars, comme chacun le dit maintenant, n'était pas une action qui, en elle-même, pouvait aboutir à l'écroulement du pouvoir du capital. Nous aussi, nous l'avons vu. Mais malgré tout, on devait donner le mot d'ordre: renversement du gouvernement. On devait lancer ce mot d'ordre parce qu'en Allemagne les prolétaires ne mènent plus un combat effectif. De plus on devait lancer ce mot d'ordre parce qu'à l'échelle nationale il n'y a plus rien d'autre à faire pour les prolétaires en Allemagne. Cette ordre social signifie la famine pour quelques millions d'entre eux, le dépérissement constant d'une partie toujours plus grande de la population. En conséquence, pour la classe ouvrière qui se trouve dans la détresse, il ne reste plus rien d'autre à faire que de se donner comme but le renversement de cet ordre social. C'est le contenu que devait avoir le mot d'ordre en Allemagne centrale. Il devait en être ainsi parce que pour la première fois on devait montrer au prolétariat comment il pouvait se sortir de sa détresse.

Je voudrais choisir un exemple. C'était en Allemagne en janvier 1918 (10). La guerre avec toutes ses conséquences pesait sur le prolétariat. En janvier 1918 les travailleurs de l'armement et des chantiers navals en arrivèrent partout à se révolter contre la camisole de force de la guerre, contre la faim, le dénuement, la misère. Et ceci par la grève générale. Que se passa-t-il? La classe

(9) *Es geht aufs Ganze*; formule fréquemment employée par les organes de presse de la gauche. Par ailleurs cette dernière phrase est absurde (il y en a d'autres dans ces interventions): exclus du Komintern, les KAPDistes n'ont pas pu vérifier la sténo de leurs interventions qui se passaient souvent au milieu du vacarme hostile des congressistes.

(10) La plus importante vague de grève de la guerre (cf. présentation).

ouvrière, les prolétaires en uniforme ne comprirent pas encore les travailleurs. La glace n'était pas encore rompue. Mais comment s'effectua cette lutte au travers du pays? Comment s'opérèrent les persécutions contre les travailleurs? Comment furent-ils poursuivis dans tous les coins? La nouvelle de ce combat, de ce mouvement de la classe ouvrière pénétra jusque dans le dernier recoin. Tout le monde le sut. Et lorsque les rapports de force eurent assez mûri, qu'il n'y eut plus rien à sauver de l'économie militaire et du soi disant empire allemand, alors la classe ouvrière et les soldats firent ce que leur avaient appris les pionniers de janvier 1918. Les choses se présentent de façons similaires maintenant en Allemagne. Nous n'avons pas de moyens suffisants, de moyens de propagande suffisants pour porter cela dans tous les coins et recoins. Nous devons l'abandonner à la bourgeoisie et à ses tenants, et ceux-ci le font d'une autre façon que nous. Les bourgeois nous persécutent, ils nous traitent de meurtriers, de canailles, etc. ils nous pourchassent. Le prolétariat, aujourd'hui encore, nous insulte de la même façon. Mais si la situation se développe et mûrit, alors le prolétariat est prêt à aller dans la même voie et il reconnaît la voie. C'est ainsi que la révolution surmonte tous les obstacles. C'est pourquoi on devait lancer le mot d'ordre et on devait combattre pour le renversement du pouvoir capitaliste, de l'ordre existant. Voilà la grande leçon pour le prolétariat allemand, et pour l'Internationale qui ont vu cette Action de Mars. Plus grande que toutes les vétilles auxquelles on se cramponne ici.

Camarades, il faut encore que je montre en quelques mots quelle doit être la forme d'organisation du prolétariat en lutte. Auparavant je n'ai fait qu'allusion à ce sujet. Le prolétariat ne doit plus s'organiser pour se faire représenter dans l'Etat capitaliste, dans le domaine politique et économique; il ne doit pas s'organiser pour utiliser la démocratie bourgeoise; le prolétariat ne doit s'organiser qu'en vue de la révolution. Les expériences de révolutions qu'ont données la révolution russe, les

révolutions allemande et autrichienne, ainsi que les luttes particulières, doivent être reprises par le prolétariat, c'est ainsi qu'il doit s'organiser. C'est pourquoi, disons-nous, les communistes doivent dès maintenant créer un noyau, un cadre qui puisse accueillir le prolétariat quand, grâce au développement général, il sera amené à combattre. Et ces cadres ce sont les organisations d'entreprise, qui se fusionnent par entreprises, par régions économiques (11). Elles sont peu nombreuses aujourd'hui (interruption: il y en aura de moins en moins). Aujourd'hui ce sont elles qui tiennent haut l'étendard, qui tiennent le cadre organisationnel. Et quand les luttes s'enflammeront, elles le feront de plus en plus, parce que le prolétariat est contraint de se tenir à ce cadre, parce qu'il ne peut pas lutter par les syndicats et avec eux. Nous devons en tenir compte. C'est ainsi que doit être agencée la tactique de la 3ème Internationale, alors nous progresserons. Pour tenir toutes ces organisations, pour les diriger, et pour enseigner à toute cette organisation de classe, le prolétariat a besoin d'un parti communiste, non d'un parti communiste qui ne peut être dirigeant par tous ses membres, qui ne peut l'être que grâce à une direction qui le dirige par des directives. Le prolétariat a besoin d'un parti-noyau ultra-formé. Il doit en être ainsi. Chaque communiste doit être individuellement un communiste irrécusable — que cela soit notre but — et il doit pouvoir être un dirigeant sur place. Dans ses rapports, dans les luttes où il est plongé, il doit pouvoir tenir bon et, ce qui le tient, ce qui l'attache, c'est son programme. Ce qui le contraint à agir, ce sont les décisions que les communistes ont prises. Et là, règne la plus stricte discipline. Là, on ne peut rien changer, ou bien on sera exclu ou sanctionné. Il s'agit donc d'un parti qui est un noyau, sachant ce qu'il veut, qui est solidement établi et a fait ses preuves au combat, qui ne négocie plus, mais se trouve continuellement en lutte. Un tel parti ne peut naître que lorsqu'il s'est réellement jeté dans la lutte,

(11) Ce sont les AAU.

quand il a rompu avec les vieilles traditions du mouvement des syndicats et des partis, avec les méthodes réformistes dont fait partie le mouvement syndical, avec le parlementarisme. Les communistes doivent rompre avec tout cela; avec ces méthodes les autres se sont barré le chemin de la révolution, et non seulement par l'effet de ce que nous venons de signaler, mais aussi par leur affirmation dans des endroits que la bourgeoisie laisse ouverts et qu'elle utilise comme des pièges dans lesquels elle capte et transforme l'énergie révolutionnaire. Les communistes doivent bannir cela de leur rangs, et quand ils se seront épurés, ils passeront alors seulement à leurs tâches; ils seront poussés à l'activité révolutionnaire. Par là — aussi amplement que le temps le permettait — nous avons montré ce que doit être la ligne de l'Internationale Communiste, pour qu'elle puisse être dirigeante.

Si on regarde les choses de façon internationale, on constate qu'on trouve les forces qui peuvent porter cet édifice, les forces avec lesquelles on peut construire ces organisations révolutionnaires, cette internationale révolutionnaire. Nous trouvons en France, en Espagne, en Italie, nous trouvons aussi en Amérique des syndicalistes et des anarchistes. Peut-être qu'on va crier: ça y est, tu es un anarchiste, un syndicaliste. Arrêtons-nous un instant là-dessus. On doit le reconnaître: depuis des années, ce sont de ce côté que se trouvent les éléments les plus révolutionnaires de la classe ouvrière. Nous savons qu'ils ne connaissaient pas la lutte de classe, la lutte de classe organisée. Camarades, ils vivaient trop tôt dans l'histoire, leur tactique était prématurée de plusieurs dizaines d'années. La méthode du vieux mouvement en Allemagne était correcte mais maintenant, à l'heure de l'écroulement, c'est la méthode du combat direct qui s'impose. Ces travailleurs, ces anarchistes et syndicalistes du monde n'ont pas l'expérience de l'organisation, n'ont pas l'expérience de la cohésion de la classe ouvrière. Les communistes doivent aller à leur aide et leur apprendre à mener le combat, à rassembler les forces; ils doivent apporter la forme d'organisation qui puisse les unifier et

puisse s'adapter à eux. Ces éléments demandent avant tout qu'on parachève la rupture avec toutes les traditions bourgeoises, qu'on ne puisse plus y retourner. Tous les travailleurs qui sont allés dans le camp syndicaliste (12) ou anarchiste, s'y sont fourvoyés à cause de la trahison des dirigeants parlementaristes. Ils se sont rendus compte à quel point sont lourdes les fautes du mouvement ouvrier parlementariste. Il s'agit de les arracher de nouveau à leur situation; et pour les communistes ce serait avoir peur que de ne pas aller dans ce domaine. Rejeter le parlementarisme et les syndicats, ce n'est pas une question de principe pour les communistes, ce sont des questions pratiques et aujourd'hui elles sont à l'ordre du jour. Si l'on envisage les choses de cette manière, on constate qu'il se trouve en Amérique et dans les pays d'Europe occidentale de grandes organisations ouvrières qui exigent l'antiparlementarisme et la rupture avec le mouvement syndical. Maintenant la question est: comment se décidera le congrès? S'il reprend la ligne du vieux mouvement ouvrier, alors il en fera aussi le chemin. S'il fait résolument le pas pour se retrouver avec les éléments de gauche, qui sont à Moscou aujourd'hui, en reconnaissant qu'il y a du bon chez eux aussi, alors la révolution recevra du 3ème congrès de l'Internationale une nouvelle impulsion; en prenant un autre chemin elle s'enlisera. Cela dépend du congrès de prendre la décision. C'est ainsi que nous considérons la question de notre appartenance à la 3ème Internationale (13).

(12) Syndicalisme révolutionnaire (FAUD en Allemagne).

(13) La question de l'appartenance du KAPD à la 3ème Internationale avait été mise au début dans les derniers points de l'ordre du jour du congrès; mais Zinoviev l'aborda déjà dans son rapport sur l'activité de l'Exécutif de l'Internationale (2ème point de l'ordre du jour) (La discussion du rapport du Radek sur la tactique, dans laquelle se place cette intervention de Hempel, forme le 3ème point de l'ordre du jour). Dans la discussion qui suivit le rapport de Zinoviev les dirigeants de l'I.C. firent au KAPD l'ultimatum de se dissoudre dans le VKPD et d'abandonner sa ligne propre. La question du KAPD était ainsi réglée d'avance, avant que ce parti ait pu vraiment apparaître pour ce qu'il était au cours de toutes les discussions. Face à cette manoeuvre de l'Exécutif le KAPD refusa d'intervenir sur

DISCUSSION A PROPOS DU RAPPORT DE RADEK SUR LA TACTIQUE (Suite)

SACHS (***)

Camarades, je pourrais rattacher mes éclaircissements au dernier discours du camarade Bell d'Angleterre, car il me semble qu'il a indiqué notre conception sur un point réellement essentiel: la question de la dimension du parti. Mais je reviendrai plus tard sur ce point. J'attaquerai par l'exposé que le camarade Heckert (14) a fait hier: il a concédé — ce qu'on ne peut nier — la faillite du vieux KPD lors du putsch de Kapp en Allemagne. Plus loin, au sujet d'août 1920, au sujet de la faillite du KPD, section officielle de la 3ème internationale, lors du raid de l'armée russe sur Varsovie, il a glissé rapidement d'un silence poli, avec une politesse qui regarde son parti, mais qui nous a donné malheureusement peu d'éclaircissements sur la situation d'alors. Il a, en troisième lieu, reconnu l'irrésolution dangereuse, critique du parti lors de la grève des électriciens à Berlin (15). Et du reste, de qui provenait cette irrésolution qui a provo-

le problème de son appartenance à l'IC. Il ne fut défendu que par Henriette Roland-Holst (de la minorité de gauche du PC hollandais) et encore en termes douteux: 1. respecter l'esprit de justice vis-à-vis du KAPD; 2. l'IC a besoin d'une opposition pour être un organisme vivant. (Comparer avec ce qu'elle dit dans l'article dont nous donnons des extraits à la fin de la présentation). (Cf. plus bas la quatrième déclaration du KAPD au 3ème congrès mondial).

(***) *Protokolle* ... p. 616-622.

(14) Délégué de la tendance majoritaire du VKPD.

(15) Grève sauvage des employés de l'électricité (novembre 1920) où le KAPD «pousse»; elle dut être finalement réprimée directement par des mesures gouvernementales.

qué cette faillite du parti lors de la grève des électriciens, cette inactivité pratique? Ce n'est pas de Paul Lévi. Ce fut, lors d'une réunion à laquelle j'étais présent, le camarade Brandler (16), représentant actuel de la gauche révolutionnaire de l'édition améliorée du VKPD, sous la présidence d'honneur duquel nous avons tous le plaisir de siéger, en partie avec voix délibérative, en partie avec voix consultative. Je ne l'ai pas choisi. C'était Brandler, à propos duquel on pourrait encore dire (bruits divers) qu'il se figure que la révolution et la dictature du prolétariat doivent s'accomplir sous la forme du système des conseils dans le cadre de la constitution de l'empire allemand (bruits divers). C'est ce qu'il a dit à son procès. Voilà le journal où cela se trouve. Peut-être que le camarade Heckert, et avec lui d'autres du parti, accordera un jour que cette édition améliorée du KPD a de nouveau fait faillite lors de l'ouverture des luttes de cette Action de Mars; abstraction faite de tout ce qui a déjà été dit, le début de cette Action de Mars est un point qui n'a pas encore été touché, et c'est parce que le KPD publia seulement le vendredi avant Pâques le mot d'ordre de grève générale (17). Heckert a cru nécessaire d'excuser de long en large son parti pour avoir sorti son mot d'ordre de grève générale dès le vendredi, alors qu'il savait qu'entre temps il y allait avoir Pâques, moment où les ouvriers ne se trouvent pas dans les usines. Il ne lui est pas venu à l'esprit que le mardi avant Pâques, à Halle, les travailleurs du gaz, de l'eau et de l'électricité étaient déjà en grève, sans mot d'ordre, pour le soutien des travailleurs d'Allemagne centrale, et qu'ensuite ces travailleurs, abandonnés à eux-mêmes, sans que la direction du district de Halle, la direction du plus puissant district du VKPD (18),

(16) Un des leaders (à l'époque) de la tendance de gauche du VKPD, tendance qui prit le pouvoir dans ce parti pendant l'« Action de mars ».

(17) Effectivement l'« Action de mars » bat son plein au début de la semaine avant Pâques (22-27 mars).

(18) Seul district de l'Allemagne où le VKPD avait obtenu plus de voix aux élections que la SPD et l'USPD «maintenue» réunies.

ni la direction nationale ne se portent à leur aide, retournèrent à l'usine pour ne pas rester seuls dans le combat. C'est seulement après que nous ayons fait pression dans toutes les villes du pays: faite vite afin d'établir la grève générale avant Pâques et de pouvoir tenir au-delà de cette date, c'est seulement à ce moment-là enfin, le vendredi, que l'on en arriva à la publication du mot d'ordre de grève générale. Je dis que le camarade Heckert a concédé trois cas de faillite. Peut-être qu'un jour il concédera le quatrième? Maintenant il est remarquable que ce Parti Communiste d'Allemagne, le seul parti authentique et patenté, a failli dans tous les cas; et dans tous les cas, par le plus merveilleux des hasards, le KAPD, ou plutôt l'opposition antérieure d'où est né le KAPD, a toujours correctement agi. Les districts, qui au jour du putsch de Kapp, entrèrent immédiatement en lutte, étaient les districts oppositionnels; ceux qui tentèrent d'utiliser Août, tentative qui échoua à cause de votre résistance à vous et à l'USPD, ce furent de nouveau les districts du KAP; ceux qui ne partagèrent pas les hésitations lors de la grève des électriciens, mais cherchèrent de toutes leurs forces à s'occuper d'apporter le soutien aux travailleurs, ce fut encore une fois le KAP. Je dis: ce sont des hasards remarquables qui n'ont pas leur pareil, ou bien il y a là une cause plus profonde.

ROGALSKI: Fantaisie.

SACHS: Camarade Rogalski, j'ai participé à tout cela, donc il ne peut être question de fantaisie. Maintenant, le fait qui se trouve à la base de ce parallèle, de ces phénomènes remarquables, n'a pas seulement un intérêt dans le cadre de l'Allemagne, mais aussi dans le cadre de l'Internationale toute entière; cela doit avoir une grande importance pour elle. C'est, au fond, simplement le fait que le KAPD, de par son programme, de par son organisation, de par sa tactique, même si elle ne s'est parfaitement clarifiée que lentement et au cours d'un processus difficile, c'est le fait que le KAPD fournit *a priori*, dans sa structure de base, la garantie que,

dans de tels cas, il ne peut pas, pris dans son ensemble, faillir.

Hier le camarade Lénine a, de façon tout à fait similaire à celle du camarade Bell aujourd'hui, parlé des possibilités d'un petit parti. Il a, à notre grande surprise, expliqué qu'un petit parti aussi — aussi, a-t-il dit — pourrait très bien se trouver dans la situation de commencer la lutte révolutionnaire, bien plus de commencer la lutte révolutionnaire finale et décisive et de la conduire victorieusement. Il a dit: aussi; que devient alors le principe sacro-saint du parti de masse, où a-t-il disparu? Maintenant que le camarade Lénine dit qu'un petit parti aussi le peut, s'il est capable — ce qui est très juste — de gagner à sa politique la masse et même la majorité du prolétariat, la majorité de la population travailleuse en général. Excellent. Nous sommes complètement d'accord avec lui et nous ignorons, dans la mesure où il parvient à ce point, pourquoi il s'énerve de nos bêtises de gauche, sur ce point justement. Si un petit parti le peut lui aussi, nous lui demandons de bien vouloir dire ce qu'il pense de ce que nous disons: un petit parti le peut, mais quand un parti de masse le tente — un parti de masse dans le sens où cela a été prêché ici comme un dogme — il est alors très probable qu'il échoue. Que répondra-t-il à cette question? Nous disons: un parti de masse, créé selon le principe: « faisons entrer le plus de monde possible, après ça nous tapersons sur tout cela pour que cela fasse un parti en règle d'un point de vue révolutionnaire, sous la pression et les rossées de la direction »; nous disons qu'un parti « corrigé » de cette façon — comme on tente de le faire maintenant pour le VKPD — porte en lui, dans toute sa structure, la plus grande chance de faillir. Car les masses ne sont pas seulement des chiffres inertes dans les livres, dans les listes, ce sont des travailleurs vivants, qui vont à des séances, qui envoient des délégués de groupe aux sections locales centrales et de celles-ci aux districts, faisant valoir leur volonté et leur opinion. Et si on a pu jadis construire quelque part dans le monde un parti qui

soit dirigé de façon militaire, un bâton de caporal à la main, et qui compte ses membres comme des idiots ou des nombres morts (19), un parti comme cela n'est plus possible en Allemagne, en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne, etc. Nous savons aussi, et nous disons aussi que de grandes masses sont nécessaires pour la victoire de la révolution dans les pays industriellement avancés et que naturellement le parti communiste doit gagner ces grandes masses. Mais quand nous entendons dire ensuite que ce que l'on recommande c'est la « lettre ouverte » comme moyen exemplaire de se gagner les masses, cette « lettre ouverte » qui a fait son apparition chez nous en Allemagne et que, je l'espère, les camarades des autres pays connaissent aussi, la lettre ouverte qui contient un ramassis de tout ce qui est possible, alors nous disons que naturellement, lors de la rédaction de cette « lettre ouverte », c'est la bonne volonté qui a proposé de gagner les masses et de les faire avancer.

Il y a de mauvaises langues, il est vrai, pour affirmer que la véritable intention de la « lettre ouverte » n'était autre que de faire de la propagande électorale. Je ne veux pas en débattre pour le moment. Mais je dis que cette méthode de la « lettre ouverte » est impossible et non dialectique. C'est une méthode par laquelle on veut attirer à soi les masses telles qu'elles sont, non seulement en compatissant à leur détresse et à leur oppression mais en même temps en transigeant avec les pensées qu'elles se font. On dit il est vrai dans une phrase conclusive: nous savons bien que cela ne colle pas, mais nous exigeons, etc. Les masses ne comprennent pas cette contradiction, mais elles savent que cela ne va pas. Ou bien alors, si elles sont encore aveugles, si elles ne voient pas encore ce qui est, elles se disent: bon, si les communistes eux-même disent qu'on doit demander cela, c'est que ça ira. Bref. On renforce les masses dans leurs illusions

(19) Consulter à ce sujet: Rosa Luxembourg *Questions d'organisation dans la social-démocratie russe*. Trotsky: *Rapport de la Délégation Sibérienne* (1904) (Cahiers Spartacus). Trotsky: *Nos Tâches Politiques* (1904). Paris. 1971.

opportunistes. Si on veut gagner les masses, je dois dire que la dernière Action de Mars au total, malgré toutes ses erreurs et ses faiblesses, était une bien meilleure méthode pour ce faire que la « lettre ouverte ».

Sans doute, par la « lettre ouverte », nous avons fait se lever des millions de mains, mais elles n'ont pas été conquises à la cause du communisme. D'un autre côté, lors de l'Action de Mars, de larges masses se sont retournées contre les combattants, non seulement en paroles, mais aussi avec des barres de fer, en chassant des usines ceux qui exhortaient à la grève. Mais c'est pourtant comme cela que s'accomplit le procès dialectique: on détache d'abord ceux qui veulent et peuvent combattre, ces quelques uns seront alors certainement frappés; après un certain temps, les masses qui étaient auparavant contre l'action, apprendront et comprennent: nous étions contre ce combat, nous pensions: cela s'améliorera, or il n'est rien advenu de semblable, nous voyons qu'ils ont eu raison, ceux que nous avons naguère frappés sur la tête avec des barres de fer. C'est au total la vraie méthode de gagner les masses.

Camarades, les thèses qui nous ont été présentées et les amendements ne constituent pas pour le KAPD l'essentiel. Je ne suis pas mandaté pour, et je ne peux pas m'exprimer pour ou contre les unes et les autres, et ce, pour la simple raison que ces thèses, au total, sont édifiées sur la base des résolutions du 2ème congrès, encore en vigueur aujourd'hui. Elles en constituent une continuation, et pour une grande part certainement, une amélioration; cela peut nous être joli et bienvenu, mais ce n'est pas l'essentiel. Comme important, nous considérons la transformation des décisions principielles sur la tactique, des grandes lignes tactiques du 2ème congrès. C'est pourquoi, sachant qu'il n'est pas possible de penser à une quelconque réforme, nous proposons aux délégations et au présidium nos thèses pour la 2ème congrès concernant le mouvement syndical, les conseils d'entreprise et le contrôle de la production, ainsi que les thèses

sur la révolution prolétarienne (20). Nous ne croyons pas que ces thèses arrivent trop tard. Si elles sont quelque peu en retard, c'est votre faute. Vous ne nous avez pas écoutés plus tôt. Ces thèses — comme nous l'espérons — seront emportées chez elles par plusieurs délégations, et seront le ferment d'une discussion qui nous conduira, plus rapidement et mieux, sur le chemin de la victoire, que les thèses qui ont été adoptées sur le même sujet par le 2ème congrès.

Je voudrais encore m'occuper brièvement des attaques que le camarade Boukharine a fait hier. Ce dernier nous a très sévèrement attaqués, mais, il est vrai, avec des arguments qui n'existent que sur le papier. Il a cité quelques phrases d'une brochure du camarade Gorter (21) et il a cru pouvoir avec elles nous abattre. Pourtant il a lu une phrase très décisive, mais la plupart ne l'ont pas entendue. C'était ceci: après que le prolétariat se soit soulevé à Kronstadt contre vous, parti communiste, et après que vous ayez dû décréter l'état de siège contre le prolétariat à Saint-Pétersbourg...! Cette logique interne dans la succession des événements non seulement ici dans la tactique russe, mais aussi dans les résistances qui se manifestent contre elle, cette nécessité, le camarade Gorter l'a toujours reconnue et soulignée. Cette phrase est la phrase que l'on doit lire pour savoir que le camarade Gorter ne prend pas parti pour les insurgés de Kronstadt, et qu'il en est de même pour le KAPD, mais pour apprendre ce que nous disons, à savoir: ce sont les difficultés de la situation d'ici. Si le camarade Gorter est, comme le présente Boukharine, notre meilleur théoricien, alors cela peut-être exact. Mais il a tellement appris de notre pratique et nous de lui que je peux dire aujourd'hui: si Gorter déviait dans ses écrits théoriques de la ligne théorique qui est celle du parti (il ne l'a pas

(20) « Thèses sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne » (traduites dans *Invariance* N. 8).

(21) Il s'agit en fait d'un article de Gorter dans un numéro de mars 1921 de la « *Kommunistische Arbeiter-Zeitung* » de Berlin (organe du district de Berlin du KAPD). Il est question de la grève de Pétrograd, précédant l'insurrection de Kronstadt,

encore fait), c'est celle-ci qui demeurerait et non celle du camarade Gorter. Le camarade Boukharine, je le dis encore une fois, a opéré contre nous avec des arguments n'existant que sur le papier. Il n'a en aucune façon tiré ses arguments ni de la vie de notre parti, ni de celle du VKPD, et il ne peut en tirer aucun. On peut, à l'aide de jeux de mots tels que ceux qui ont été utilisés hier contre nous, par le camarade Boukharine, donner prise à un congrès qui ne connaît pas les faits et ne peut les connaître, mais non en Allemagne où nous retournerons pour faire un rapport sur les choses qui sont combattues ici par pas mal de camarades sous le nom de « bêtises de gauche ».

DISCUSSION DU RAPPORT DE ZINOVIEV SUR LA QUESTION SYNDICALE.(*)

BERGMANN (**)

Camarades, hier, dans son rapport, le camarade Zinoviev a insisté sur le fait que la question de l'attitude vis-à-vis des syndicats a, pour le développement, pour la progression de la révolution une importance prépondérante. Nous savons que la conquête du pouvoir politique doit aller de pair avec celle du pouvoir économique, et, à vrai dire, il ne s'agit pas seulement de l'acquisition du pouvoir politique et économique; nous devons, dès maintenant, nous préparer au fait qu'avec la conquête du pouvoir on n'a rien fait si on ne crée pas les conditions préalables pour être en mesure ensuite de consolider et de conserver ce pouvoir. Tel est le problème auquel nous devons trouver une solution. Dans la phase écoulée de la révolution à l'échelle des différents Etats, certaines régions dans certains pays sont déjà souvent arrivées à prendre le pouvoir; mais, à des degrés divers, ces révolutions n'ont pas réussi à consolider et à édifier ce pouvoir une fois conquis. Et, dans la plupart des cas, on a sombré, comme en 1918 lors de l'éruption de la révolution allemande, parce qu'on n'a pas réussi, une fois conquis le pouvoir politique, à affermir le pouvoir économique. Camarades, il faut sonder les dimensions de cette cause. Les communistes doivent examiner ce qui est à faire pour éliminer ces erreurs et trouver le moyen pour

(*) *Protokolle ...* p. 721-736.

(**) Pseudonyme de Meyer, ouvrier métallurgiste de Leipzig. Ancien membre du groupe Spartacus pendant la guerre.

que de tels revers ne se reproduisent pas dans le futur. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas dans les pays capitalistes hautement développés nous en remettre aux possibilités occasionnelles et céder à l'illusion que tout ira bien. Nous devons, dans la mesure où cela est possible à l'intérieur de la société capitaliste, chercher concrètement à créer des organes qui peuvent surgir à l'instant où ils sont appelés à remplir leurs tâches. Dans son rapport d'hier le camarade Heckert a analysé les tâches que s'étaient posées les vieux syndicats, et nous a montré comment ils ont tenté de les réaliser à l'intérieur de la société capitaliste. De même le camarade Zinoviev nous a clairement et nettement esquissé ce que les syndicats ont à faire dans la révolution et comment — ainsi que je l'ai déjà exposé — ils doivent aider ensuite à édifier et à consolider le pouvoir économique.

Quand nous considérons la tâche et la structure des syndicats de la période capitaliste, nous voyons, surtout dans les pays capitalistes hautement développés, que leur tâche était d'améliorer la vie de la classe ouvrière à l'intérieur de la société capitaliste. Cette tâche que les syndicats s'étaient posée n'est plus à résoudre aujourd'hui, n'est plus à accomplir. A ce sujet, aucune diversité d'opinions ne prévaut parmi nous. Malgré ce, nous voyons beaucoup de syndicats chercher encore aujourd'hui à accomplir leurs vieilles tâches, qui étaient justes et bonnes dans la période pré-révolutionnaire, alors qu'ils ne peuvent plus les résoudre là où des actions sont ouvertement engagées. Ces syndicats sont devenus la deuxième arme de l'Etat capitaliste.

Le camarade Zinoviev nous a dit hier qu'actuellement les Etats capitalistes tenaient dans la sujétion la classe ouvrière, non seulement par l'épée mais par le mensonge. Et cet appareil, cet appareil d'Etat du mensonge qui maintient encore durablement la classe ouvrière dans l'oppression est constitué aujourd'hui par les vieux syndicats.

Ainsi, ils sont devenus aujourd'hui, nous le voyons

avant tout en Allemagne, un instrument direct, un bastion de l'Etat capitaliste.

Camarades, on croit pouvoir, à l'heure actuelle, conquérir de telles organisations, les transformer en instruments de la révolution. A ce sujet l'opinion du KAPD — et pas uniquement son opinion, comme cela apparaît ici — diverge de celle de la majorité des partis qui ont été admis dans l'Internationale Communiste. Je disais que le KAPD n'est pas seul à défendre ce point de vue: les shop-stewards en Angleterre, les I.W.W. aux Etats-Unis, les organisations syndicalistes en France, Espagne et Italie nous montrent qu'ils sont du même avis: avec l'aide des syndicats contre-révolutionnaires, en entreprenant leur conquête, on ne peut révolutionnariser les masses ouvrières; on ne peut les transformer en instruments de la révolution. Nous voyons ce processus se développer et se parfaire en Allemagne de façon absolument claire. Les camarades du VKPD s'en tenaient jusqu'à maintenant au point de vue de la conquête des syndicats. Or hier nous avons entendu dire pour la première fois, dans les discours des camarades Zinoviev et Heckert, qu'il faut détruire les syndicats, même si cela n'est pas dit explicitement. Si l'on parle ainsi de ce problème, si l'on parle de destruction des syndicats, il peut être possible de trouver ici des possibilités d'union entre nous et la majorité. Nous sommes fondamentalement de l'avis qu'il faut se dégager des vieux syndicats. Non parce que nous aurions une soif de destruction, mais parce que nous voyons que ces organisations sont devenues réellement, dans le pire sens du terme, des organes de l'Etat capitaliste pour réprimer la révolution. Lorsque en 1918, avec l'effondrement de l'armée allemande, l'heure semblait venue de conquérir le pouvoir, ce sont les syndicats allemands, leurs organes dirigeants, qui du début à la fin de la guerre avaient prêché et mis en action la politique jusqu'aboutiste, ce sont les syndicats qui à l'instant où nous avons le pouvoir politique dans les mains, ont remis sur pied l'Etat effondré. Avec l'aide de la camarilla des officiers, ce sont les chefs des syndicats, Noske et

autres, qui réunirent les bandes en déroute de la bourgeoisie et firent ainsi obstacle à la révolution en Allemagne.

Aujourd'hui encore, la ligne entière des vieux syndicats est sur cette position. Camarades, on cherche à remplacer la lutte ouverte des masses ouvrières par un semblant de combat. Ainsi en 1918 les travailleurs allemands, prenant modèle sur la révolution russe, se créèrent des conseils ouvriers; l'idée des conseils s'affirmaient de plus en plus dans les masses prolétariennes allemandes et ne se laissait ni enterrer ni opprimer; alors, c'est-à-dire jusqu'à avril-mai 1919, les syndicats pratiquèrent la politique de la girouette. Tout d'abord, ils avaient vivement combattu l'idée des conseils ouvriers, l'avaient réprimée de la façon la plus brutale, par la force des baïonnettes. Mais ensuite cette idée émergea à nouveau. Ce fut alors avec l'aide de ces satellites syndicaux de l'Etat qu'on créa la loi sur les conseils qui devait soi disant assurer aux masses ouvrières l'influence sur la production, la consommation, sur tout le mouvement économique en général. A cette époque de grandes masses ouvrières se laissèrent illusionner, elles croyaient vraiment qu'une telle loi leur donnerait une influence sur le développement ultérieur. Mais il fut montré peu à peu que cette loi est si finement agencée qu'elle signifie, dans le pire sens du terme, le baillonnement de la révolution. Nous voyons aujourd'hui les masses ouvrières qui se jetèrent autrefois sur cet hameçon s'en libérer maintenant complètement.

Il ne faut pas entendre par là que tous les travailleurs ont déjà percé à jour cette tromperie patente. Mais nous voyons aujourd'hui de larges couches de travailleurs révolutionnaires se mettre vigoureusement en lutte contre cette loi apparemment révolutionnaire, réactionnaire en réalité. Les conseils qui furent alors élus et formés ne sont pas des instruments de la révolution des masses mais seulement des instruments de la réaction, dans le pire sens du mot. Nous le constatons lors de chaque lutte petite ou grande. Un exemple seulement: lorsque,

en mars de cette année (1), en Allemagne centrale, la lutte commença aux usines Leuna (2), la foi en ces conseils avait tellement déclinée que la première action des 25.000 ouvriers de Leuna consista à déposer le conseil légal et à élire à sa place un comité d'action révolutionnaire.

HECKERT: C'est une absurdité!

BERGMANN: Allons, camarade Heckert, je connais mieux que toi les faits de Leuna et je sais comment ils se sont déroulés. Ce furent un camarade du VKPD et un camarade du KAPD qui révoquèrent le conseil après un combat, et le mardi matin (3) un comité d'action révolutionnaire fut élu dans l'entreprise par les travailleurs.

Il en est ainsi partout où les travailleurs marchent au combat. Camarades, nous devons maintenant examiner avec soin si ce développement peut et doit continuer. Si nous voyons que les travailleurs ne peuvent avoir confiance dans ces conseils d'usines créés par la loi sur les conseils, nous devons alors nous efforcer de regrouper autrement les travailleurs, nous devons leur donner d'autres conseils qui, ensuite, lorsque la révolution triomphera, jouiront affectivement de la confiance des larges masses du prolétariat industriel. Comment cela peut-il se produire? Est-ce que c'est possible ou non à l'intérieur des vieux syndicats qui nous ont montré, par leur action, qu'ils étaient devenus une partie, et vraiment une partie très forte, de l'Etat capitaliste. Nous voyons partout, non seulement en Allemagne, que les syndicats se sont déve-

(1) pendant l'« Action de Mars » 1921.

(2) Usines chimiques ultra-modernes de l'Allemagne Centrale (aujourd'hui en Allemagne de l'Est). Cf. présentation.

(3) 24 mars 1921. Le président du nouveau conseil était Peter Utzelmann, membre du KAPD. Les ouvriers de Leuna ne passèrent pas à l'offensive, mais néanmoins construisirent pendant la grève un train blindé. Utzelmann et les autres KAPDistes étaient opposés à la tentative de greffer une insurrection sur les événements d'Allemagne Centrale, car ils jugeaient ce mouvement beaucoup trop faible. Ils reprochèrent à la direction du KAPD de s'être laissée embarquer dans une entreprise absurde que le VKPD, faisant du gauchisme, avait déclenchée en fonction des intérêts du gouvernement bolchévique en Russie (cf. Bock, p. 303). Utzelmann avait ainsi une position analogue à celle de Rühle (cf. présentation).

loppés dans ce sens. Nous le voyons en Amérique avec les grands syndicats de Gomper, nous le voyons tout récemment en Angleterre au cours des dernières semaines écoulées (4), en Italie lors des grandes grèves qui furent battues avec l'aide du parti socialiste réactionnaire. Ainsi nous voyons partout les vieux syndicats et les vieux partis social-démocrates se tendre la main. Ils travaillent main dans la main à aplanir les contradictions de classes là où nous, en tant que communistes, nous avons la tâche — que nous devons remplir — de faire éclater avec plus d'acuité les contradictions de classes. Les vieux syndicats, dans leur constitution et d'après leur structure, étaient des organes qui travaillaient à l'intérieur de la société capitaliste et qui lui étaient adaptés. L'initiative, la volonté d'individus ou de fortes minorités ne pouvait vivre dans ces syndicats. Il était impossible à de fortes minorités de se frayer un chemin contre la volonté des chefs à travers les mailles fines des statuts et des paragraphes propres à chaque fédération syndicale. Nous voyons partout qu'on a violenté même la grande majorité des membres actif organisés dans les syndicats; ceux-ci doivent encore aujourd'hui se plier, contre leur volonté, à la dictature des chefs parce que les chefs ont fermement en main les fils de l'organisation, la totalité de son appareil ainsi que son appareil financier. C'est pourquoi ces grandes masses de militants ne peuvent absolument pas s'affirmer dans un sens révolutionnaire, ils sont condamnés à l'inactivité et seront ainsi forcés à oeuvrer contre leur volonté au maintien des syndicats capitalistes actuels. Nous sommes d'avis qu'il est impossible de révolutionner de tels syndicats. Des tentatives dans ce sens ont été déjà plusieurs fois entreprises. La plus expressive sous ce rapport, nous la voyons se développer maintenant en Allemagne. Les camarades du VKPD entreprennent de révolutionner les syndicats en y créant des cellules, des cellules communistes, qui doivent cependant amener de façon logique une décomposition et une ruine des syndi-

(4) Grève des mineurs du printemps 1921.

cats. On peut tant qu'on voudra le démentir, mais partout où a été entreprise la constitution de cellules, nous voyons que ce qui est entrepris en réalité c'est la destruction même de l'organisme des syndicats centraux (5). Nous voyons que partout, par la fondation des cellules, on n'a pas brisé le caractère des syndicats, on n'a pas rompu le charme que les chefs exercent sur les militants syndicaux de base. Nous voyons au contraire que tant que les masses sont organisationnellement unies à ces chefs, elles inclinent plus vers les consignes de leurs chefs syndicaux contre-révolutionnaires jaunes que vers les mots d'ordre des partis communistes. En Allemagne centrale nous avons assisté à des exemples typiques: de grandes masses de membres du VKPD ne suivirent pas les mots d'ordre de lutte de leur parti parce qu'elles étaient en même temps membres des syndicats et elles suivirent les consignes anti-grèves. Il en est ainsi partout où l'on jette un coup d'oeil. Les syndicats — disait hier le camarade Zinoviev — doivent être des organes qui doivent procéder à la construction de la société qui vient, qui doivent avoir, autant que possible, une grande influence lors de la construction de la société communiste. Quand nous considérons le passé des syndicats, les tâches qu'ils se sont autrefois posées et leur lutte actuelle pour la révolution, nous voyons alors le contraire de ce à quoi ils doivent être utilisés lors de la révolution et de ce à quoi ils doivent être utilisés dès aujourd'hui. Déjà pendant la guerre apparut une forte aversion d'une grande partie des travailleurs pour les syndicats; bien plus, ils les désertèrent en masse. Au début de la révolution, dans les premières semaines, nous avons cru que la question syndicale ne serait pas la plus brûlante. Lors de la formation de la Ligue Spartacus elle ne fut pas résolue comme elle doit l'être aujourd'hui. (6) Nous croyons alors (et nous n'étions pas

(5) Ainsi à Halle, où les communistes (du VKPD) avaient pris la direction des syndicats de la ville, la direction nationale des syndicats envoya sur place des permanents qui liquidèrent les syndicats existants et en fondèrent un nouveau à leurs ordres.

(6) A la conférence du 18 octobre 1918 la Ligue Spartacus n'examina pas le problème des syndicats, le considérant comme

les seuls à avoir cette croyance — d'autres, dont les camarades russes, s'étaient illusionnés aussi sur l'allure de la révolution) que la vague révolutionnaire serait plus rapide, que l'allure de la révolution en Allemagne et dans les autres pays aurait un rythme plus rapide et que la question syndicale ne jouerait pas le rôle prépondérant qu'elle a effectivement joué lors de la révolution. Déjà durant la guerre, ai-je dit, de grandes fractions des travailleurs s'étaient détachés de ces syndicats, parce que la trahison des vieux syndicats, déjà effective avant la guerre, était alors ressortie de façon encore plus nette. De là vient, dès les premiers mois de la révolution, le mot d'ordre de la Ligue Spartacus aux masses ouvrières: hors des syndicats. (7) Ce mot d'ordre trouva avant tout un puissant écho dans les masses ouvrières de la Ruhr; là, la tromperie s'était montrée de façon si évidente qu'une grande partie des mineurs capta ce mot d'ordre et fonda ses propres organisations, des organisations d'entreprise (8). Ensuite, il est vrai, après que les meilleurs chefs prolétariens de la révolution, tels que Rosa Luxembourg, Liebknecht, Leo Jogisches, et des milliers et des milliers d'anonymes du prolétariat furent tombés dans la pous-

secondaire. Il en fut de même au congrès de fondation du KPD. Bergmann emploie « Ligue Spartacus » à la place de KPD (le KAPD opposant souvent le terme « communiste » au terme « spartakiste »).

(7) En fait c'était le mot d'ordre propre à la gauche (la majorité) du KPD. Mais il fut effectivement repris et appliqué parfois par la Centrale de ce parti, Lévi compris, jusqu'en mai 1919.

(8) L'Union Générale des Mineurs, formée par des non syndiqués et la quasi-totalité des anciens membres des syndicats de mineurs de la Ruhr. C'est la première AAU importante (avril-mai 1919). Très rapidement cette organisation fut entièrement détruite par la police. Les mineurs se répartirent après entre les syndicalistes révolutionnaires, les unionistes (AAU) et les syndicats. Au congrès de fondation de la FAUD (anarcho-syndicaliste), un délégué des mineurs de la Ruhr assura que dans l'année suivante 200.000 mineurs seraient organisés dans la FAUD, mais à la condition qu'on abandonne le terme « syndicalistes » (le sigle complet de la FAUD était FAUD-Syndikalisten, et le journal central de cette organisation s'appelait « Der Syndikalist »), car, disait-il, « dans une certaine mesure les syndicalistes (révolutionnaires) ne sont pas assez révolutionnaires aux yeux des mineurs ».

sière, Lévi et sa clique prirent le dessus. Ce mot d'ordre fut alors transformé, renversé, parce qu'on craignait le combat, parce qu'on voulait éviter le combat contre la réaction de la bureaucratie syndicale. On lança le mot d'ordre d'entrer dans les syndicats, de les révolutionner de l'intérieur, de les conquérir.

Au cours de la révolution on s'est mis alors à constituer des cellules qui, lorsqu'elles se montraient, furent amenées très vite à se rendre compte que les syndicats, pris dans tous leurs éléments, ne pouvaient rester un tout, mais qu'on expulsait des fédérations allemandes, non seulement des membres de cellules, mais même des bureaux entiers d'organisation. Nous avons aujourd'hui des endroits où tous les membres qui appartenaient à ces cellules ont été expulsés. Bien mieux des organisations entières, solidement unies, le furent aussi; ce qui est réalisé en fait ainsi, c'est une destruction des syndicats. Quand d'un côté la vieille bureaucratie syndicale affirme ce que je dis ici, c'est-à-dire que les syndicats sont détruits et dispersés par ce genre d'activité, les camarades du VKPD affirment alors que cela n'est pas le cas, qu'ils construisent des cellules en vue du maintien des syndicats. Ils croient qu'on peut animer d'un esprit révolutionnaire les syndicats qui sont devenus les solides bastions de la réaction.

Camarades, on a déjà dit hier que l'oppression de la classe ouvrière est réalisée grâce à l'épée et au revolver et grâce à la tromperie, c'est-à-dire d'un côté l'armée, de l'autre la bureaucratie syndicale; nous avons vu de même — et à ce sujet il ne peut exister aucune divergence d'opinion — qu'on ne peut animer l'armée permanente d'un esprit communiste. Pas plus qu'on ne peut faire de l'armée permanente un outil de la révolution, on ne peut faire des organes de la tromperie — les syndicats — des instruments de la révolution. Nous voyons partout les choses se développer ainsi; partout la marche se produit de cette façon et, à cause de cela, le mot d'ordre des communistes ne doit pas être: conquête des syndicats, mais

destruction des syndicats, et, en même temps, construction de nouvelles organisations.

Camarades, nous devons reconnaître et montrer dès aujourd'hui, en faisant une esquisse rigoureuse, les formes dont a besoin le prolétariat pour bien tenir et affermir son pouvoir après avoir remporté la victoire. Pour cela il est nécessaire, avant tout dans les pays hautement développés de l'Europe occidentale, que nous amenions dès aujourd'hui et le plus largement possible les masses de prolétaires à se créer les organes qui seront à même ensuite de diriger la production. Heckert a dit ici hier: les cellules qui doivent recouvrir les entreprises doivent se développer hors des entreprises en organisations d'industrie; ce but, esquissé il est vrai de façon plus rigoureuse, est le but poursuivi en première ligne par les unions de différentes tendances qui sont nées au cours de la révolution en Allemagne (9).

La vieille union ouvrière des mineurs, à laquelle je faisais allusion il y a peu de temps, montre, dans sa nature et dans toute sa tendance, une autre direction que celle des vieux organes de la période antérieure. Elle se trouve en lutte tranchée avec la réaction, avec Amsterdam, et montre qu'elle crée les organes qui sont appelés à prendre en mains la production. A l'heure actuelle il est vrai, ces organes ne sont pas irréprochables, mais ils deviendront, au cours de la révolution, plus purs et plus solides. Dans ces unions de mineurs on considère encore, par exemple, les conseils légaux comme des instruments révolutionnaires (10). Mais l'organisation d'entreprise des mineurs aussi arrivera au cours de la révolution à comprendre que cette loi sur les conseils d'entreprise signifie le moyen le plus sûr des les tromper.

L'Union Générale Ouvrière d'Allemagne (AAUD) qui,

(9) Les AAU et la FAUD (avec ses diverses tendances).

(10) Allusion à la « tendance Gelsenkirchen » de la FAUD regroupant environ 100.000 ouvriers de la Ruhr (en majorité des mineurs). Cette organisation deviendra par la suite le syndicat du VKPD (sous le nom de « Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels d'Allemagne »). En 1924 la 3ème Internationale la fera dissoudre dans l'ADGB (les syndicats social-démocrates).

dès son origine, travaille en étroite liaison avec le KAPD, a expliqué et reconnu que les syndicats prennent un autre chemin aujourd'hui, qu'ils doivent être construits autrement, qu'ils doivent lutter et combattre avec d'autres moyens. L'Union Générale Ouvrière repousse avec conséquence les moyens de lutte qui furent autrefois adoptés par les syndicats. Dans le point de ses statuts qui concerne l'adhésion à l'organisation d'entreprise, on trouve, à la première place, comme condition préalable, l'exigence que les membres soient partisans de la dictature du prolétariat. Dans ces statuts il est indiqué plus loin que les membres doivent repousser la vieille arme rouillée du domaine politique: la participation aux élections au parlement. Elle crée dans ses rangs, à partir de son organisation dans l'entreprise, les conseils qui doivent être les organes qui le jour de la lutte exerceront le pouvoir et derrière lesquels se tiendront les masses prolétaires. Ces conseils, camarades, ne sont pas des conseils dans le style des conseils contrefaits que nous vîmes naître en Allemagne début 1919, après la révolution. Ce ne sont pas des conseils légalisés par l'Etat capitaliste, élus sur la base de la loi sur les conseils d'entreprise et s'y tenant; ce ne sont pas des conseils qui, en conformité avec cette loi, ont à veiller à l'augmentation de la production dans les entreprises, à ce que le calme et l'ordre règnent dans l'entreprise; mais ce sont des conseils qui sont dans les masses ouvrières elles-mêmes, qui travaillent eux-mêmes à l'étau et à l'établi, qui combattent au premier rang des travailleurs dans la lutte quotidienne à l'usine, qui expriment la volonté des camarades actifs dans l'entreprise. Ce sont des conseils qui prennent racine dans les masses, qui leur montrent le chemin de la lutte. Ces conseils, ces organes deviendront les organes qui auront réellement derrière eux les masses ouvrières. Il faut créer la condition préalable pour que ne se reproduise pas encore une fois la situation que nous avons vue en Allemagne en 1918 quand les masses ouvrières et les soldats s'étaient créés des conseils. A cette époque le prolétariat ne comprenait pas l'idée des conseils, il ne savait

rien d'eux en dehors de quelques bribes reçues de Russie. Et si, aujourd'hui, à l'époque révolutionnaire où nous nous trouvons, nous ne préparons pas déjà les conseils, si nous ne montrons pas aux masses, dans la pratique, le chemin qu'elles doivent prendre, il y a alors danger imminent à ce que, lors d'une prochaine vague révolutionnaire, le prolétariat soit à nouveau trahi, que le prolétariat voit à nouveau que nous n'avons pas les organes nécessaires à la consolidation de la victoire. C'est pourquoi, camarades, nous sommes partout contraints de créer ces organes. Ce n'est pas seulement en Allemagne que nous voyons le développement se produire ainsi, nous le voyons aussi dans différents pays capitalistes hautement développés. En Angleterre nous voyons au courant, les « shop-stewards », conduire la lutte de façon acharnée contre les trade-unions anglaises. Nous voyons que leur influence est à l'heure actuelle numériquement faible parce que cette union, cette organisation de travailleurs n'a pas seulement à lutter contre la bureaucratie syndicale, mais en même temps contre toute la force gouvernementale. Car les syndicats de la vieille école sont devenus dans presque tous les pays des organes du gouvernement. Ils jouissent largement de sa protection. Après les luttes de l'Allemagne centrale nous voyons que dans les entreprises géantes les travailleurs sont obligés d'entrer dans les vieilles organisations syndicales; l'entrepreneur exerce une pression sur les syndicats quand ils veulent redevenir actifs au sein de l'entreprise. Nous voyons donc les choses se développer partout dans cette voie. Quand les camarades affirment qu'il sera possible de conquérir ces syndicats de l'intérieur, de les remplir d'un esprit communiste, c'est une hérésie à laquelle nous ne pouvons pas céder. Nous croyons, et voyons cette croyance confirmée par la pratique, que ces choses ne sont pas possibles. Nous devons créer dès aujourd'hui des organes qui puissent engager le combat contre les bastions qui soutiennent l'Etat capitaliste.

Camarades, le mouvement ouvrier international, le mouvement communiste international, devra avoir cela

en vue principalement. Il devra, s'il ne veut pas commettre une erreur, s'il voit clairement comment les choses se développent, s'engager dans cette voie, s'il doit être possible de tenir le pouvoir conquis dans les pays capitalistes. Nous voyons que la tâche des vieux syndicats consiste encore aujourd'hui à masquer les contradictions qui surgissent, à les aplanir, à mentir aux travailleurs, à les tromper. Nous avons d'autant plus la tâche de montrer par la pratique aux travailleurs qu'il est possible de créer maintenant les organes pratiques qui montrent aux masses ouvrières l'autre chemin, qui montrent ce que signifie un système de conseils, ce qu'est leur tâche, comment ils doivent être faits. Cela ne peut être le cas à l'intérieur des vieux syndicats. Les syndicats, comme nous les envisageons, sont structurés en organisation d'entreprises dans les entreprises, à la source de la production, où les masses ouvrières se trouvent réunies, où elles forment un grand tout; là, chaque travailleur a le plus de chances d'être entraîné, sur la base du travail même, à la constitution des organisations de travailleurs, de telle façon qu'il a un intérêt au développement d'ensemble, à l'ensemble du travail lui-même. Camarades, cela ne peut se produire si nous créons des syndicats dans lesquels il y a une dictature centrale du haut vers le bas. Au contraire, il faut que la volonté des masses ouvrières industrielles hautement développées parvienne à se répercuter de bas en haut. C'est dans l'entreprise elle-même qu'est la source de cette force. C'est là, dans le procès de production, que nous devons élever et former le travailleur, pour qu'il devienne lui-même un instrument de la révolution. Dans ces conditions, le centralisme par le haut ne peut être le principe de construction des syndicats; le développement doit se produire à l'envers. Nous encadrons l'ensemble des travailleurs dans des organisations d'entreprise. Dans les entreprises les travailleurs élisent leurs conseils, leurs organes qui représentent leurs intérêts. Le camarade Heckert disait hier que nous, le parti communiste ouvrier, nous refusons d'intervenir dans les questions de la lutte quotidienne, que nous avons

toujours uniquement le grand but en vue, d'emblée. Nous avons la tâche, en tant que communistes, non de lancer les mots d'ordre de lutte quotidienne parmi les masses ouvrières, mais ces mots d'ordre doivent être posés par les masses ouvrières dans les entreprises. Nous avons toujours à indiquer à ces masses ouvrières que la solution de ces questions quotidiennes n'améliorera pas leur situation et qu'en aucun cas elle ne pourra amener la chute de la société capitaliste. Nous avons la tâche en tant que communistes de mettre toujours devant les yeux des larges masses le grand but, le renversement du capitalisme et la construction de la société communiste. Nous avons, nous communistes, la tâche de participer à ce combat journalier, de marcher en tête de ces luttes. Ainsi, camarades, nous ne repoussons pas le combat quotidien, mais dans ce combat quotidien nous nous mettons en avant des masses, nous leur montrons toujours le chemin, le grand but du communisme.

Telle est la tâche du parti communiste, des organisations communistes, dans ces organisations ouvrières.

Nous savons toutefois que ces organisations économiques peuvent facilement tomber dans l'opportunisme. Nous voyons partout le danger qu'elles ne reconnaissent pas le but. Nous ne le voyons pas seulement chez les syndicats allemands, mais aussi chez les syndicats qui se sont détachés déjà des fédérations centrales et luttent avec des moyens révolutionnaires. Nous l'avons vu en Italie lors de l'occupation des usines et en partie chez les IWW qui repoussent fondamentalement la lutte politique. Nous voyons partout ces organisations s'affadir à cause de cela. C'est la tâche des communistes de remplir ces syndicats d'un esprit révolutionnaire, de l'esprit du communisme, afin qu'ils ne tombent pas dans la voie de l'opportunisme. Aussi prenons-nous part à toutes ces luttes; partout où elles se produisent, les communistes ont le devoir et la responsabilité de se mettre à la tête du combat. Camarades, si nous fondons ces organisations d'entreprise, nous ne devons pas oublier avant tout de les réunir en un grand tout, en un bloc qui se constitue en

une totalité décidée. Une fois ces organisations unifiées à travers le pays par localités et par districts, nous voyons alors la base du système des conseils se développer à l'intérieur de la société capitaliste, il est possible d'avoir dans ses traits fondamentaux le système des conseils et de familiariser dans l'action la classe ouvrière avec cette idée. Si nous engageons la lutte de cette façon, si nous formons et perfectionnons ainsi la classe ouvrière pour qu'elle devienne l'organe de la démolition de l'Etat capitaliste, alors, camarades, nous avons déjà créé la condition préalable dans la société capitaliste. Alors, le jour de la révolution, nous ne nous trouverons réellement pas les mains vides, nous aurons familiarisé la classe ouvrière avec l'idée que nous devons absolument porter en elle. Nous devons accélérer le développement de ces organisations, les aider dans leur édification et les remplir de l'esprit communiste.

SCHULZ: Quel pourcentage de Dittmann (11) se cache dans ces pensées? BERGMANN: je ne sais pas, camarade Schulz, comment vous pouvez comparer ça avec Dittmann. Quand nous voyons les organisations des différents pays, aujourd'hui réunies au congrès international des syndicats rouges (12), pénétrées de la même idée: forcer la révolution dans le monde, remplir les masses d'esprit révolutionnaire, détruire la société capitaliste, alors nous devons trouver les moyens pour ressembler le plus possible ces masses sur une ligne fondamentale unitaire, et de telle façon qu'il soit laissée la plus large marge d'action à chaque pays, conformément à sa structure différente. Le mouvement n'est pas identique dans tous les pays. On n'y constate pas les mêmes tendances ni les mêmes possibilités de développement. Nous voyons que les IWW américains se trouvent dans les vieux syndicats; il est probable que peut-être il ne peuvent pas

(11) USPD droitier.

(12) « Profintern », créé au moment du 3ème congrès. Visait à créer une organisation syndicale internationale, parallèle au Komintern. L'AAUD assista au congrès de fondation, mais n'y resta pas, car le Profintern continuait d'exiger le travail à l'intérieur des syndicats réactionnaires, et ne rejetait pas le réformisme.

faire autrement aujourd'hui en Amérique; s'ils entrent dans ces syndicats, ils ont en même temps une organisation à côté, et c'est elle qui est le noyau de leur mouvement.

Les choses ne se présentent pas de la même façon aujourd'hui en Allemagne. Si aujourd'hui les camarades du VKPD reconnaissent — et selon nous il devraient le reconnaître — que la conquête des syndicats est une absurdité, qu'on ne doit pas aller les conquérir, alors il faudrait reconnaître qu'il faut s'engager dans d'autres voies. Si trois millions ou deux millions et demi de membres de syndicats ont décidé aujourd'hui le rattachement à Moscou, à l'Internationale syndicale rouge, cela ne signifie rien pour nous, si nous ne nous libérons pas en même temps de l'emprise de leurs chefs. Cette déclaration programmatique, cette sympathie en faveur de Moscou, ne signifie rien du tout. Si on ne tente pas aujourd'hui de les détacher des vieux syndicats on verra les membres qui se sont décidés pour Moscou — il est vrai par le moyen des bulletins de votes ou des mains levées — suivre l'appel de leurs bonzes syndicaux et de leurs chefs le jour du combat. C'est ce que nous voyons, camarade Heckert, à Chemnitz ou tu habites, et si tu es d'un autre avis, donne des preuves à l'appui. Camarades, les choses se développent rapidement. Si nous sommes de l'avis que la révolution se développe, nous devons engager, sans réserve, l'action. Dans le cas contraire la révolution nous surprendra. La simple déclaration d'une partie des membres des syndicats pour le rattachement [à Moscou] n'est pas pour nous une preuve que les masses ont été révolutionnées par la tactique des cellules. On doit nous donner encore d'autres preuves.

La révolutionnarisation des syndicats dans les pays où ils sont devenus les fermes soutiens du capitalisme est aujourd'hui une absurdité. C'est rater le début que de croire qu'on pourra accomplir cela. Les 9 à 10 millions de syndiqués allemands pourraient, s'ils étaient révolutionnaires, s'ils constituaient l'organe de la révolution, prendre effectivement le pouvoir aujourd'hui; ils pour-

raient, si nous les avions de notre côté, mettre à profit la situation, chaque jour, à chaque heure, pour détruire la société capitaliste en Allemagne, y enflammer la révolution et, par là, pousser en avant la révolution mondiale. Nous voyons partout ces organes faillir, et ils doivent faillir, et à cause de cela dans l'intérêt et au service de la révolution, nous devons réclamer, exiger leur destruction. De même qu'on a dû détruire, écraser les partis politiques de la période pré-révolutionnaire, de même on doit détruire les organes de l'organisation économique, les syndicats, avant d'arriver à la victoire de la révolution.

Camarades, si la destruction des syndicats, si la lutte dans les syndicats des pays capitalistes hautement développés ne s'est pas montrée jusqu'ici assez violente, si aujourd'hui de notre côté l'accent n'est pas mis assez là-dessus, c'est parce que le début de la révolution prit un caractère plus politique qu'économique. Nous voyons à l'heure actuelle que la question économique est placée peut-être un peu plus au premier plan, que la base économique de la lutte surgit de façon plus aiguë, et à cause de cela la destruction et la décomposition prend de plus en plus le dessus dans les syndicats. En Angleterre et en Allemagne, bien que les bureaucrates syndicaux se soient couverts au moins d'autant de péchés que les partis politiques de la période pré-révolutionnaire, nous voyons que la décomposition des syndicats n'a pas progressé aussi vite, parce que l'exigence de leur destruction n'avait pas été affirmée de façon aussi forte. Camarades, je ne veux pas affirmer par là que désormais les organisations politiques ont rempli leurs tâches. Je ne voudrais pas que cela apparaisse ainsi. Mais nous voyons partout, comme je le disais auparavant, que la question économique atteint un degré plus élevé, qu'elle se pousse au premier plan. Les syndicats de l'époque pré-révolutionnaire ne peuvent pas résoudre ces tâches de la révolution, d'où leur destruction.

Camarades, nous nous trouvons, au sujet de la question syndicale, en contradiction ouverte avec la majo-

rité des camarades ici présents ou représentés. Si nous sommes arrivés à cette conception, si nous nous cramponnons fortement à cette pensée, ce n'est pas parce que c'est une idée à nous qui n'aurait aucune base, mais parce qu'à travers la marche de la révolution en Allemagne et dans d'autres pays aussi — en Angleterre actuellement — nous avons vu que nous devons créer, dès maintenant, des organes qui seront appelés à la prise en charge de la production. Nous nous trouvons sur ce terrain: au service de la révolution, pour son développement continu; et nous devons nous y tenir, nous devons persévérer dans ce point de vue si nous ne voulons pas que la révolution régresse dans ces pays. A partir de la situation économique de pays donnés nous reconnaissons les choses telles qu'elles se développent; nous en tirons nos conclusions et nous agissons conformément à elles. Si nous voyons la situation de façon aussi précise, si nous la reconnaissons et nous organisons de cette manière, nous pourrons rendre réellement des services révolutionnaires, créer réellement les organes qui le jour de la révolution seront les bastions sur lesquels pourra s'ériger la dictature du prolétariat. Il n'en ira pas autrement; ce n'est pas en laissant subsister les vieilles organisations contre-révolutionnaires et en cherchant à les décomposer de l'intérieur, mais en créant de nouveaux organes de destruction du capitalisme et, en même temps, d'édification du communisme que la victoire de la révolution sera assurée.

DISCUSSION DU RAPPORT DE LENINE SUR LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE RUSSE.(*)

HEMPEL

Il faut d'abord que je demande quelque chose au camarade Radek, qui apparemment est absent (cris: il est là). Je demande au camarade Radek de nous épargner ses plaisanteries en nous identifiant avec les menchéviks, parce que ces plaisanteries quand elles se répètent souvent deviennent ridicules.

Ensuite, camarades, le camarade Radek nous a convié à répondre à la question: la politique russe est-elle correcte pour la Russie et pour l'Internationale? Nous dirons brièvement sur ce sujet: si la politique intérieure du PCR est correcte, les camarades russes peuvent en juger eux-mêmes. Nous étions toujours d'avis que la tactique que les camarades russes suivent dans leur pays est juste. Aujourd'hui, après que la camarade Kollontaï (1) a parlé, nous apprenons qu'il faut accorder plus d'efforts pour élever l'initiative chez les travailleurs, pour ne pas être forcés de faire tant de concessions aux capitalistes. Si l'état de choses est tel que l'a décrit la camarade Kollontaï, nous devons dire qu'il y a là une faute de la politique russe. Nous disons cela parce que nous avons pour l'Allemagne et pour l'Europe occidentale une autre

(*) *Protokolle ...* p. 793-797.

(1) Le fond de l'intervention de Kollantaï était que, pour réaliser la « construction économique » de la Russie, il fallait utiliser les « énergies créatrices des masses ouvrières » au lieu de pratiquer une politique de concession avec la paysannerie russe et la bourgeoisie internationale (politique de la NEP). Le NEP devait amener, selon elle, un « retour » au capitalisme en Russie.

conception de la dictature de parti du prolétariat. Selon notre conception il est vrai, la dictature était juste en Russie, à cause de la situation russe, parce qu'il n'y a pas de forces suffisantes, de forces suffisamment développées à l'intérieur du prolétariat et que la dictature doit être exercée plus par le haut. Mais quand nous voyons maintenant des efforts se faire jour à l'intérieur du prolétariat russe, quand nous le voyons vouloir lui aussi contribuer au développement, alors il faut soutenir ces efforts, il faut tenir compte de ces poussées de bas en haut; on a ainsi une force qui soutiendra beaucoup mieux la dictature prolétarienne que le capital étranger. Si nous mettons le plus largement à profit cette force nous aurons une part de concessions moins grande à faire aux capitalistes.

Deuxièmement, il faut examiner la question de savoir comment agit la politique russe sur l'Internationale. En ce cas nous disons: en ce moment, il est vrai, nous ne pouvons pas encore voir si le chemin pris est totalement faux. Mais nous voyons que les préparatifs qui sont faits sont faux, et c'est ce qu'il faut analyser.

La question est: les camarades en Russie sont-ils des surhommes, sont-ils des hommes qui peuvent se détacher des rapports de forces, ou bien leurs actions sont-elles déterminées par les choses qui les entourent? C'est cela que nous devons examiner. Pour nous donc, il est sans intérêt de critiquer; mais nous voyons la faute et aussi le fait qu'elle s'accroîtra et qu'elle devra s'accroître. Le camarade Trotsky le dit clairement et c'est ainsi que nous l'entendons aussi: gagner du temps. Tout dépend si l'avant-garde parvient à dépasser, si nous parvenons à dépasser cet état d'incertitude, comme le dit le camarade Lénine. Car alors arrivera l'aide de la révolution mondiale ou de la révolution d'un pays quelconque. Et cette avant-garde, ce pouvoir d'Etat pourra-t-il survivre à cet état d'incertitude? Telle est la question. Trotsky répond d'un autre côté: nous sombrons si nous n'empruntons pas ce chemin si simple, c'est-à-dire celui qui

consiste à faire des concessions à la petite-bourgeoisie (ce qui signifie petit capitalisme) d'un côté, et au capitalisme étranger d'un autre côté (ce qui signifie capitalisme d'Etat). C'est la nécessité. Qui peut s'empêcher de faire une chose, lorsque seule cette chose est possible? Mais si on fait cela, peut-on en même temps rester communiste? Sera-t-on si solide que ça? Bien, je voudrais maintenant ramener les choses à leur noyau. Ce parti communiste pourra-t-il survivre en faisant cela, si cela dure pendant un an ou pendant des années? Ce parti restera-t-il tel qu'il est aujourd'hui? N'y aura-t-il pas, pour une cause quelconque, grand intérêt à ne pas porter la révolution au-delà? Car cela signifierait une nouvelle misère. Si la révolution éclate en Allemagne, elle durera peut-être un an ou plus; nous ne pourrions pas alors aider la Russie. Nous devons y réfléchir; la population entière et avec elle le parti russe s'est habituée à la reconstruction, à une époque de repos, de stabilité, de sûreté. Comme cela va de soi! Cette population s'insurgera contre le pouvoir d'Etat dominant si les troubles reviennent, si les relations commerciales cessent, si la misère revient. C'est comme cela que la question se présente. En conséquence, il est prouvé qu'il y a un besoin de repos révolutionnaire chez de larges masses, un besoin de repos après la révolution. Cela devient déjà perceptible, et plus tard cela aura une influence sur le parti communiste. Il doit en tenir compte. Je demande s'il sera alors assez fort.

J'aborde maintenant autre chose. Nous savons que l'économie est détraquée quand on se charge de la reconstruction du capitalisme; cela apporte dans chaque pays une énorme corruption, comme celle à laquelle nous assistons aujourd'hui en Allemagne. Nous assistons alors au marché noir, qui sévit ici aussi. Nous avons entendu parler encore de beaucoup de choses, atteignant et frappant jusqu'à l'intérieur du parti communiste, et contre lesquelles des gens de valeur, comme Lénine et Trotsky, sont impuissants. Voilà le grand danger. Il ne faut pas le perdre de vue. C'est pourquoi, disions-nous, il est dans l'intérêt de la révolution russe, de la révolu-

tion mondiale et du communisme que cet état d'incertitude ne dure pas trop longtemps. Nous y arriverons vite. Nous nous mettrons presque d'accord dans l'affaire. Nous verrons comment parvenir à une accélération. Il manque aux camarades russes une compréhension des choses telles qu'elles se passent en Europe occidentale. Les camarades russes comptent avec une population telle que celle qu'ils ont en Russie. Les russes ont vécu une longue domination tsariste, ils sont durs et solides, tandis que chez nous le prolétariat est pénétré par le parlementarisme et en est complètement infesté. En Europe il s'agit de faire quelque chose d'autre. Il s'agit de barrer la route à l'opportunisme (cris: théorie Scheidemannienne)! (2) Absurdité! ce n'est pas une théorie Scheidemannienne! Depuis quand Scheidemann veut-il barrer la route à l'opportunisme? Il s'agit de barrer aux combattants prolétariens, aux partis communistes, qui doivent lutter en première ligne, l'échappatoire de l'opportunisme, et l'opportunisme chez nous, c'est l'utilisation des institutions bourgeoises dans le domaine économique; même chose pour la tentative d'utiliser les coopératives de consommation (3) comme moyen de lutte pour aider la Russie, non avec des moyens révolutionnaires, mais avec les moyens du capitalisme, dans la mesure où le prolétariat en dispose. Oui, camarades qu'est ce que cela signifie? On agit sur le prolétariat international? Quand vous proposez à vos coopératives de consommations d'entrer en relations commerciales avec la Russie, faites-vous alors quelque chose pour la Russie? Non, rien. Les coopératives de consommations doivent, exactement comme tout autre entrepreneur, compter en capitaux. Avec elles ça reviendra même plus cher. Cela détournera du droit chemin. C'est le point central. La 3ème Internationale doit veiller à ce que la Russie ne soit pas

(2) Scheidemann: grand chef social-démocrate et homme d'Etat allemand dès la fin de la guerre.

(3) Il s'agit des coopératives de consommation ouvrières, créées fin 19ème début 20ème siècle, dans tous les pays d'Europe (et surtout en Scandinavie) et existant toujours aujourd'hui.

soutenue de l'extérieur pas des moyens capitalistes, mais par le prolétariat, avec des moyens révolutionnaires. Là est le point central. Et cela ne se produira pas en adoptant la tactique que se donne la 3ème Internationale. Nous réclamons une ligne plus dure. (Hilarité). Les camarades peuvent bien en rire. Le camarade Lénine rit aussi, nous ne pouvons pas dire mieux. Telle est notre honnête conviction. (Interruption: le camarade Boukharine dira pourquoi nous rions)(4). Chacun peut rire. Je veux encore une fois indiquer ce point qu'en Allemagne, dans tous les pays du monde, à la suite du développement prolongé de la démocratie, démocratie qui n'est pas révolutionnaire, la classe ouvrière et avec elle le grand parti communiste de masse, dans lequel se trouvent beaucoup d'éléments opportunistes, va prendre sans autre façon la voie qui consiste à ne pas utiliser le moyen difficile, et il va utiliser pour aider la Russie le parlementarisme, les syndicats et autres moyens. Mais cela n'est pas une aide; c'est une déviation de la lutte. Trotsky dit maintenant: sortir le plus vite possible de cet état d'incertitude. Alors j'en arrive au deuxième point: le danger qu'il y a, si l'on ne s'efforce pas, par tous les moyens, d'offrir le moins de possibilités aux capitalistes étrangers de s'étendre ici, si on ne veille pas attentivement et si l'on ne laisse pas les prolétaires contrôler. Le danger, c'est que l'Union soviétique, à notre avis, débouchera alors, d'une manière bien différente à ce que pense Trotsky, sur une situation qui verra le capitalisme international se relever sur le martyre du prolétariat international. Il ne se relèvera pas de façon à être totalement guéri, mais de telle sorte qu'il mettra encore plus de temps à se traîner. La politique de la Troisième Internationale doit être de rendre impossible cette période, ce développement du capitalisme. Ceci peut se faire par le sabotage de la production dans les usines. Nous ne parlons pas naturellement de la destruction des moyens de production; il s'agit de rendre l'affaire non rentable pour les capitalistes. Telle est

(4) En fait il ne le dira pas. Cet intervention de Hempel se situe vers la fin du congrès.

la tâche des prolétaires du monde entier pour faire avancer la révolution en un temps très bref. Car il est aussi vrai que la révolution naît de la misère de la population ouvrière.

Donc, camarades, ce que nous avons à dire à la 3ème Internationale, c'est que le parti russe doit davantage reconnaître les dangers et les exprimer. Alors, il deviendront moins importants. Le parti russe doit être conscient qu'il est le fondement de la Troisième Internationale et que les autres partis n'ont absolument aucune possibilité, ni intellectuelle, ni matérielle, d'aller contre lui. On le voit en ce qu'aucune opinion ne peut s'élever ici contre les camarades russes. Ceux-ci doivent donc voir et reconnaître qu'ils sont eux-mêmes contraints de plus en plus, par le cours des choses, — disons-le une bonne fois — de diriger vers la droite leur politique d'Etat russe; ils ne sont pas non plus des surhommes, et ils ont besoin d'un contre-poids, et ce contre-poids ce doit être une troisième internationale liquidant toute tactique de compromis, parlementarisme et vieux syndicats.

I(1)

« Nous protestons avec une extrême fermeté contre la tentative de nous mettre dans le même sac que les Dittmann et les Serrati(2) au moyen de quelques citations abstraites de leur contexte. Nous ne méconnaissons pas un moment les difficultés dans lesquelles se trouve le pouvoir soviétique du fait du retard de la révolution mondiale; mais nous sommes en même temps conscients du risque que de toutes ces difficultés ne résulte une contradiction entre les intérêts du prolétariat révolutionnaire mondial et les intérêts momentanés de la Russie soviétique — contradiction apparente ou réelle.

Dans une séance de commission il a été déclaré qu'il ne fallait pas considérer la 3ème Internationale comme un instrument du pouvoir soviétique, mais que ce dernier n'était que le plus fort bastion de la 3ème Internationale. Nous aussi, nous pensons qu'il devrait en être ainsi. Mais nous estimons que quand des contradictions surgissent entre les intérêts vitaux du pouvoir soviétique et ceux de la 3ème Internationale, c'est un devoir de s'en expliquer ouvertement et fraternellement à l'intérieur de l'Internationale.

En ce qui concerne la solidarité pratique envers la Russie soviétique, nous avons toujours accompli nos de-

(1) Déclaration présentée en conclusion des interventions du KAPD dans le cadre de la discussion sur l'activité de l'Exécutif.

(2) Dittmann, le centrisme allemand; Serrati, le centrisme italien. Les KAPDistes répondent aux dirigeants de l'Internationale qui, pour réfuter les critiques que le KAPD avait fait à l'activité de l'Internationale, s'étaient contentés de les amalgamer aux critiques faites par les centristes.

voirs car ils allaient de soi. Par exemple, la célébration de l'anniversaire d'Octobre par des manifestations, la participation la plus importante à l'assistance aux soldats de l'Armée Rouge emprisonnés, la préparation d'une action de solidarité en août 1920 (celle-ci ayant échoué par la faute de l'USPD et du Parti Communiste). La manifestation de notre solidarité avec la Russie soviétique fut un des motifs déterminants de notre parti lorsqu'il décida d'adhérer à la 3ème Internationale, malgré ses très graves appréhensions en ce qui concerne la tactique de cette organisation.

Nous resterons sur cette ligne, mais partout et toujours nous opposerons la plus dure résistance quand nous constaterons que la politique de la Russie soviétique a pour effet une pratique réformiste de la part de la 3ème Internationale. Nous sommes convaincu qu'un tel réformisme contredit autant les véritables intérêts de la Russie Soviétique elle-même que ceux du prolétariat mondial ».

II(3)

« 1/ Les 21 conditions du 2ème congrès sont encore moins capables à l'avenir que jusqu'ici de créer une quelconque garantie contre la putréfaction réformiste.

2/ Après la création et l'admission de grands partis de masse, la 3ème Internationale a besoin plus que jamais de la présence d'une opposition révolutionnaire purement prolétarienne.

3/ Une telle opposition ne sera efficace que si elle n'est pas écrasée par l'appareil et l'électorat d'un parti qui veut à tout prix (et par principe) unifier les masses derrière lui et qui ne peut être ainsi que nécessairement opportuniste et réformiste.

(3) Motion présentée en vue du vote sur l'ultimatum adressé au KAPD par l'Exécutif.

4/ Le parti Communiste Unifié (VKPD) en particulier reste aujourd'hui quant à ses principes sur le terrain de Paul Lévi. L'aile gauche (4) elle-même est dans le meilleur des cas prisonnière d'une autotromperie fatale.

5/ En conclusion, il se forme à l'heure actuelle dans tous les partis du Komintern des courants apparentés au KAPD, mais ils ne peuvent continuer à se développer dans l'intérêt de la révolution prolétarienne et de l'Internationale que si le KAPD peut subsister en tant que parti indépendant à l'intérieur de l'IC.

Pour toutes ces raisons nous proposons:

Que le congrès décide le *maintien de l'appartenance du KAPD à l'IC en tant qu'organisation sympathisante* ».

III (5)

« Les thèses présentées au vote du 3ème Congrès sont la continuation conséquente et même intensifiée de la ligne fondamentale du 2ème congrès, ainsi que de la politique suivie jusqu'ici par le Comité Exécutif. Elles laissent aux intelligentsias traîtres des opportunistes et des réformistes de tous les pays un champ d'action illimité dans leur travail de mystification, en particulier si on met ces thèses en rapport avec les thèses sur la situation économique mondiale. On introduit une confusion qui contredit l'idée même de révolution. Toute ligne de démarcation claire d'avec les Hilferding est effacée; on abandonne tout rapport organique avec la réalité de la lutte de classes moderne.

La soi disant gauche du Congrès (6), poussée par les

(4) L'opposition de gauche du VKPD était centrée sur Berlin et autres centres industriels. Elle avait appuyé le cours « ultragauchiste » lors de l'« Action de mars ». Elle avait ses propres représentants au 3ème Congrès.

(5) Déclaration présentée en vue du vote sur la question de la tactique (vote qui eut lieu à la fin du congrès).

(6) La gauche du VKPD; peut-être aussi le parti communiste italien qui avait par exemple critiqué la tactique de la « lettre ouverte » (reprenant même les expressions du KAPD). Cf. l'intervention de Terracini sur ce sujet.

ouvriers révolutionnaires qui se trouvent derrière elle, a entrepris de faibles tentatives pour corriger les thèses tactiques. Ces tentatives ont été repoussées avec droit par la majorité comme inconséquentes. Nous aussi, nous ne les avons pas appuyées. Elles témoignent certes d'une bonne volonté d'élever l'activité révolutionnaire; mais elles ne tiennent pas compte des conditions concrètes de la lutte; elle n'attaquent ni le fondement bourgeois parlementaire des 21 conditions, ni la tendance globale des thèses que ce fondement sous-tend; ces tentatives sont devenues par là un obstacle à tout éclaircissement ultérieur.

La préparation de la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes ne peut se faire que dans les luttes elles-mêmes. Ces luttes naissent nécessairement du fait des attaques économiques et politiques du capital. Le parti communiste ne peut pas déclencher ces luttes; il ne peut pas non plus refuser le combat, autrement il sabote la préparation de la victoire. Il ne peut obtenir à la longue la direction de ces luttes que s'il oppose à toutes les illusions des masses la pleine clarté du but et des méthodes de lutte. Ce n'est qu'ainsi qu'il peut devenir, par un processus dialectique, ce noyau de cristallisation des combattants révolutionnaires qui, dans le cours de la lutte, obtiennent la confiance des masses.

En nous opposant — comme conséquence de cette déclaration — à l'adoption sous toutes les formes possibles des thèses sur la tactique, nous renvoyons aux thèses que nous avons présentées sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne » (7).

(7) Cf. ces thèses dans *Invariance* n. 8.

IV (8)

« La délégation du KAPD a soumis à un nouvel examen les résultats du Congrès; aussi bien en ce qui concerne la décision qu'elle doit prendre vis-à-vis de la décision du congrès qui exige de façon ultimative la dissolution du KAPD dans le VKPD qu'en ce qui concerne nos rapport avec la 3ème Internationale. En pleine conscience de la gravité des responsabilités qu'elle prend, la délégation, à l'unanimité, fait les conclusions suivantes:

La lutte tactique contre le KAPD pendant le congrès s'est accomplie dès le début sous les formes d'une lutte contre un adversaire dont les arguments ne doivent pas être appréciés quant à leur fond et dont l'existence comme facteur politique doit être anéantie sous le prétexte de la discipline:

A cela correspondent les faits suivants:

1. On a donné aux participants du congrès, depuis plusieurs semaines, une image complètement faussée du KAPD, par des articles dénaturants dans la presse russe, dans l'« Internationale Communiste » et dans le journal du Congrès. Tandis que nos exposés de fond et nos rectifications n'étaient pas imprimées.

2. La manière dont a été conduit le congrès a fait que nous avons été obligés en permanence de ne donner qu'une expression fragmentaire de nos positions. Que cette tactique était mûrement réfléchie, cela ressort de façon particulièrement claire dans le fait qu'on ne nous a même pas donné la possibilité de rédiger un compte-rendu ou tout simplement un compte-rendu complémentaire sur l'affaire qui nous intéresse directement, la question du KAPD. Ce qui nous a contraints à refuser de parler pour ne pas nous faire les complices involontaires d'une bouffonnerie.

3. Comme fondement de l'ultimatum qui nous a été

(8) Déclaration rédigée à la fin du congrès, dont elle dresse le bilan du point de vue du KAPD. Le KAPD ne fut pas autorisé à la lire au congrès. Il réussit à le faire en réunion du Comité Exécutif, après quoi il en fut exclu.

adressé, on a porté à la connaissance des congressistes une soi disant résolution du Comité Exécutif. Et ceci bien que la Comité Exécutif ne se soit à aucune de ses séances occupé de cette affaire, bien qu'il ne nous ait pas entendu et qu'il n'ait, à plus forte raison, pas pu prendre une décision sur ce problème.

4. Pendant des semaines on avait considéré la question du KAPD comme l'une des dernières questions de l'ordre du jour, et comme un sujet à envisager de manière autonome; or elle ne fut même pas seulement discutée en particulier avec nous en vue du rapport du Comité Exécutif (9) (deuxième point de l'ordre du jour); elle fut réglée par une « décision ». On arriva ainsi au résultat escompté: prévenir le jugement du congrès avant qu'il ne risque de prendre connaissance de nos positions au cours des débats sur les questions de principe.

L'aspect formel de ce comportement est en rapport étroit avec la ligne politique dans laquelle évolue la 3ème Internationale sous l'influence déterminante des camarades russes. Le cours du congrès l'a montré: la ligne politique de Paul Lévi l'a emporté, la reconnaissance formelle de l'« Action de Mars » s'est révélée comme « liberté de révolution » (*Revolutionsfreiheit*).

Le parti tchécoslovaque fut admis comme section de pleine exercice, mais sans aucune garantie réelle et sur la base de promesses vides. On a peureusement ménagé son chef opportuniste Sméral. Pour ce qui est du Parti Socialiste Italien, qui vient de conclure un accord avec les fascistes (10), on s'est conduit de façon obligeante et en se perdant dans les détails. La participation de principe au parlement bourgeois a été maintenue, malgré les tristes expériences qui ont été faites en Allemagne, en Autriche, en France, etc. et bien qu'on ait vu à l'oeuvre

(9) Rapport du Comité Exécutif sur l'activité de l'Internationale. C'est au deuxième jour de la discussion de ce rapport (qui avait violemment attaqué le KAPD) que fut lancé le fameux ultimatum.

(10) Accord par lequel les partis de gauche et les fascistes s'engageaient à renoncer mutuellement à l'usage des armes. Ce qui fut dénoncé en Italie par le parti communiste.

les caricatures de ce soi disant parlementarisme révolutionnaire. En réaffirmant la politique funeste du travail dans les vieux syndicats, on s'est incliné, en dépit de toutes les phrases, devant Amsterdam (11), on a soutenu la duperie capitaliste du parlementarisme économique. Le congrès a supporté sans broncher jusqu'à l'idée ridicule de la révolutionnarisation des coopératives de consommation.

Tout cela témoigne que l'on continue de suivre le chemin entamé au 2ème congrès, que l'on continue de faire fausse route: de la révolution au réformisme, de la sphère de la lutte à la tactique de la diplomatie, aux traficages et aux maquillages illusoire des contradictions. Tous ces exemples justifient la protestation contre l'adoption des thèses sur la tactique que nous avons donnée à publier dans les procès-verbaux.

Ce sont des faits que l'on doit avoir en vue quand on considère la résolution exigeant notre dissolution dans le VKPD, et l'on doit reconnaître que cet ultimatum est totalement irrecevable pour le KAPD. Cette réunification signifierait se subordonner à la discipline d'un parti en décomposition, dans lequel le réformisme a pris le dessus sous l'influence du congrès. Nous serions baillonnés par un appareil organisationnel (presse, finances, cliques dirigeantes) qui est monté contre nous; tout espoir d'avoir une influence salvatrice dans un tel parti serait privé de fondement réel. L'attitude de la délégation découle d'elle-même de tous ces faits. Même sans ordre spécial de la part du parti:

Elle repousse à l'unanimité l'ultimatum qui la somme de fusionner avec le VKPD.

Nous ne déclarons pas la sortie du KAPD de la 3ème Internationale, bien que nous ayons tout pouvoir d'agir au nom de notre parti. Nos camarades parleront d'eux-mêmes. Ils donneront leur réponse à la prétention qu'on a eu de les faire marcher avec d'autres sur le che-

(11) Le syndicalisme social-démocrate,

min du réformisme et de l'opportunisme. Le prolétariat international entendra cette réponse.

Notre décision a été prise en pleine conscience de sa gravité. Nous sommes pleinement conscients de notre responsabilité envers les travailleurs allemands, envers la Russie Soviétique, envers la révolution mondiale. La révolution ne se laissera pas ligoter par une résolution de congrès. Elle vit, elle va son chemin; nous allons avec elle, nous suivons notre chemin, à son service ».

Signé:

Délégation du KAPD.